

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/D-une-civilisation-capitaliste-industrielle-vers-une-barbarie-ploutocratique>

D'une civilisation capitaliste industrielle vers une barbarie ploutocratique

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 19 avril 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La mondialisation appauvrit plus qu'elle n'enrichit, la concentration de la richesse s'accroît, les inégalités se creusent, les ménages et les pays s'enfoncent dans l'endettement, l'automatisation ravage les emplois et l'exploitation débridée de la nature se poursuit. Parallèlement, la politique se vide de son contenu, les institutions perdent de leur sens et la sphère financière s'hypertrophie pendant que la dynamique du capitalisme s'étouffe. Une satrapie oligarchique pire que le capitalisme se profile à l'horizon. Vers quelle forme d'organisation sociale, politique et économique faut-il s'orienter pour s'éviter ce basculement dans un univers qui nierait foncièrement les valeurs éthiques et morales qui nous définissent en tant qu'êtres sociaux ?

Ce bref essai tente de circonscrire les balises d'une approche cohérente d'un tel défi. Il le fait en s'interrogeant d'abord sur le capitalisme d'où nous émergeons et sur la résurgence du libéralisme pur et dur, ensuite sur le capitalisme dans lequel nous nous retrouvons et finalement sur les possibilités qui s'offrent pour mener une défense plus efficace des intérêts vitaux de toute la société et de la planète. Cet essai porte principalement sur les sociétés du capitalisme dit avancé, soit le centre du système.

Dans son ouvrage intitulé *L'avenir du capitalisme*, mais qui aurait mérité de s'appeler *La crise à venir du capitalisme mondial*, Lester C. Thurow recourt à un adage chinois pour décrire le sort de nos sociétés affectées et perturbées par les mutations profondes qui jalonnent le délitement de l'État providence. Nous sommes, écrit-il, comme un gros poisson qui a été tiré de l'eau et qui se débat désespérément pour y retourner. Dans la situation qui est la sienne, il ne se demande jamais où le prochain soubresaut le mènera. Il sent seulement que cette situation est intolérable et qu'il lui faut encore et encore tenter quelque chose [\[1\]](#).

À l'instar des tentatives désespérées de ce gros poisson de retourner à l'eau, les forces vives de nos sociétés peuvent-elles miser exclusivement sur un retour à la situation antérieure, sur un rétablissement de l'État providence et de son approche keynésienne de l'économie, sans autre perspective politique ? Dans le contexte du cataclysme économique et social en cours, un tel rétablissement est-il seulement envisageable ? Est-ce le bon objectif d'ailleurs ? Et si l'État-providence n'était qu'un hiatus entre deux phases de libéralisme pur et dur, le fruit d'une conjoncture particulière ? L'ériger en eldorado perdu ne ferait-il pas courir le risque de poursuivre un mirage, de faire fausse route et finalement de se livrer involontairement à un exercice de gesticulation politique, à un moment pourtant crucial du devenir de la vie en société ?

De quel capitalisme sortons-nous ?

Comment en sommes-nous arrivés à l'État-providence de l'après-guerre ? Nouriel Roubini rappelle à ce sujet que « même avant la grande dépression, les classes « bourgeoises » éclairées européennes reconnaissaient que pour éviter une révolution il était nécessaire de protéger les droits des salariés, d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leurs conditions de travail, de redistribuer les richesses et de financer les biens publics (l'éducation, la santé et système de protection sociale). La pression en faveur d'un État-providence moderne a augmenté après la grande dépression, lorsque l'État a assumé la responsabilité de la stabilisation macroéconomique. Il lui a fallu pour cela entretenir une classe moyenne importante en renforçant les biens publics par une fiscalité progressive et en donnant à tous une chance de réussir [\[2\]](#). »

L'Allemagne illustre bien ce cheminement historique. Dans les années 1870, le contexte de chômage et de misère provoqué par les crises facilite le progrès des idées et des organisations socialistes. Confronté à l'échec de leur répression, le chancelier ultraconservateur Bismarck les juge tellement menaçantes pour l'ordre établi qu'il choisit de les combattre plutôt par la voie du compromis, en empruntant le chemin de la cooptation réformiste. À partir de 1883, il fait ainsi adopter les premières mesures étatiques favorables à la classe laborieuse. Ces mesures deviennent le point de départ de l'État-providence, un État désormais interventionniste en matière économique et sociale, qui se veut garant d'une redistribution relative de la richesse produite socialement.

Un peu plus tard, les mêmes raisons, plus particulièrement la menace représentée au *rapport capital-travail*, poussent le Vatican à faire écho aux réformes de Bismarck dans l'encyclique *Rerum Novarum* (1891), assise de la doctrine sociale de l'Église. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (SGM), cette doctrine marquera fortement l'idéologie des partis réformistes, principalement les partis démocrates-chrétiens, mais aussi de partis sociaux-démocrates.

Dans la foulée des travaux d'Esping-Andersen, nous pouvons distinguer aujourd'hui trois modèles d'État providence : conservateur (Allemagne, Italie, France, etc.), social-démocrate (Scandinavie) et libéral (Royaume-Uni, États-Unis, Canada) [3]. Leurs différences dérivent de l'interaction du pouvoir politique et l'héritage historique des nations en cause, notamment le degré d'organisation du mouvement ouvrier et singulièrement la force de son expression sur le plan politique. Par exemple, au Royaume-Uni, le parti travailliste n'a jamais réussi à se maintenir au pouvoir suffisamment longtemps pour orienter le pays vers une sociale démocratie s'apparentant davantage à celle de la Suède.

Les trajectoires passées et présentes des différentes formes modernes de l'État-providence, les évolutions relatives à leur nature, à leur rôle et à leurs missions s'expliquent essentiellement par l'évolution du capitalisme et le contexte de cette évolution. Les États-providence sont nés de la nécessité, d'une part, de rompre avec un capitalisme sous l'emprise du libéralisme pur et dur, responsable d'avoir généré la Grande Dépression et les dérives vers le fascisme et le nazisme, et d'autre part, d'amoindrir l'attrait exercé par la voie alternative offerte par l'expérience soviétique d'une économie socialiste. Ils sont ainsi l'émanation du capitalisme industriel, mais aussi son support et sa planche de salut.

Il n'est donc pas surprenant de voir le concept d'État-providence s'imposer avec succès dans le camp occidental, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, au moment où le socialisme commençait à s'étendre dans le monde. Il lui fallait alors répondre aux revendications portées par les partis communistes, les autres forces de gauche et le mouvement syndical. Dans leur ensemble, ces derniers soutenaient l'intervention étatique dans l'économie et pressaient les gouvernements occidentaux d'étendre les politiques favorisant l'emploi ainsi que la justice et le progrès social, par la redistribution des fruits du développement économique. Roubini considère d'ailleurs que « l'avènement de l'État-providence (souvent sous la conduite de démocraties libérales) a été une stratégie pour éviter une révolution populaire, le socialisme et le communisme, au moment où la fréquence et la gravité des crises financières allaient croissantes [4]. »

La croissance économique et les avancées sociales dans les pays clés du capitalisme, au cours de la période 1945-1975, découlent principalement de la dynamique positive qui s'établit alors entre la production industrielle massive de biens de grande consommation, la consommation de masse et la généralisation de la protection sociale. Cette période se qualifie aisément comme celle du triomphe du fordisme et des approches keynésiennes et se caractérise par une croissance spectaculaire de la part du budget d'État consacrée aux dépenses sociales. De façon exceptionnelle, et pour quelques courtes décennies, le mode de production et la cohésion sociale ne se retrouvent pas aux antipodes, permettant ainsi au camp occidental de se positionner comme zone de progrès social dans le rapport de forces de la guerre froide.

Cette dynamique positive entre le mode de production, la consommation de masse et la généralisation de la protection sociale facilite en effet des progrès réels en matière d'espérance de vie, de pouvoir d'achat, d'accès à l'éducation et au logement, de mobilité sociale, sans pour autant attaquer fondamentalement la pauvreté ou encore les inégalités de classe ou de genre. Parallèlement, elle joue aussi à l'avantage du capitalisme industriel, notamment du fait des mesures de sécurité des revenus qui permettent de libérer l'épargne de protection au profit de la consommation ou de maintenir la capacité de consommer de ceux qui se retrouvent dans les rangs des chômeurs ou des retraités.

En s'inscrivant dans la perspective développée par Karl Polanyi dans *La Grande transformation* [5], il est possible de prétendre avec Espig-Andersen que « les différents types d'État-providence ont en commun une *démarchandisation* partielle du travail, nécessaire à la survie du système capitaliste. *L'introduction des droits sociaux modernes implique qu'une personne peut conserver ses moyens d'existence sans dépendre du marché* [6] ». Pour sa part, David Harvey, chef de file de l'approche marxiste en géographie, considère que le consensus sous-jacent à l'État-providence de l'après-guerre relève d'un *libéralisme encastré* dans le social. [7]

Sam Gindin, un universitaire canadien issu des rangs syndicaux, fait cependant remarquer qu'un examen attentif de l'État-providence révèle aussi l'existence d'éléments déterminants de continuité entre cette période et celle du néolibéralisme qui suivra. À son avis, c'est précisément pendant les *Trente Glorieuses* que les premiers blocs du néolibéralisme se sont mis en place. Il cite, entre autres, l'ouverture et l'engagement à l'égard de la libéralisation des échanges, l'explosion du nombre des sociétés transnationales, l'amorce de la montée en puissance des investissements dans la finance, la priorisation de la production en échange de l'accroissement de la consommation privée. Il note à ce dernier propos qu'une des conséquences fut la marginalisation des conceptions plus radicales du contrôle démocratique de la production et des préoccupations en matière d'égalité sociale. Il constate que cela s'est finalement traduit par un rétrécissement du terrain revendicatif et de la capacité d'action des organisations syndicales, les rendant ainsi éminemment vulnérables aux futures attaques néolibérales [8].

Se penchant sur cette même période aux États-Unis, Michel Perelman [9] identifie un autre phénomène, celui du keynésianisme militaire. La Guerre froide renforçant l'antipathie à l'égard de tout ce qui pouvait de près ou de loin ressembler à du socialisme, confrontés au danger de se faire ostraciser dans le climat créé notamment par le maccarthysme, les tenants du keynésianisme se servirent du secteur de la défense pour prôner les dépenses publiques qu'ils jugeaient essentielles à l'amélioration de l'économie. Ils se retrouveront ainsi à promouvoir auprès du Congrès des dépenses fondamentalement improductives au nom de la lutte au communisme, et ce, au détriment des investissements sociaux et à l'avantage de ce que le président Eisenhower qualifiera de « complexe militaro-industriel », dans son discours d'adieu à la nation.

Revêtant des formes variées imposées par le jeu politique, ce keynésianisme pervers continuera à s'imposer à chaque crise budgétaire américaine. La combinaison des dépenses militaires, des réductions massives d'impôts et des plans de sauvetage budgétaire mènera à d'importants déficits publics. Et les tenants de ce keynésianisme militaire se mobiliseront inlassablement pour imposer, au nom de la responsabilité fiscale, des compressions aux dépenses publiques productives.

Au fond, « la civilisation du capitalisme industriel » n'atteindra son apogée que dans la courte période, entre le milieu des années 1940 et 1960, où ce keynésianisme militaire s'appliquera et contribuera à l'émergence de la « société de consommation ». Il permettra à la fois d'intégrer de dizaines ou de centaines de millions de travailleurs dans la production, d'amplifier la reproduction du capital et de créer ou de renforcer des monopoles industriels. Ces facteurs et l'évolution rapide des technologies ouvriront la porte à l'automatisation et au recours croissant à la technologie de l'information dans les processus de production, grâce aux avancées énormes en télécommunication.

Dès l'année 1960, la préoccupation de l'impact de l'automatisation sur l'emploi commencera à poindre. Elle sera même clairement évoquée dans les propos du président Lyndon Johnson [10]. Le « chômage technologique », phénomène déjà appréhendé plus tôt par Keynes [11], germera définitivement quelques années plus tard. Le cercle vertueux de la reproduction du capital (travail-salaire-consommation-travail), qui était au cœur du développement capitaliste des décennies précédentes, s'en trouvera rompu. Cette rupture affectera simultanément et fondamentalement la demande finale, le potentiel de création d'emplois par l'investissement, le taux de profit des entreprises et du coup la croissance des économies des pays capitalistes avancés. Les budgets étatiques en pâtiront et basculeront dans un cycle de déficits chroniques.

La résurgence du libéralisme pur et dur du 19e siècle

Vers le milieu des années 1970, l'impuissance des mesures de relance de type keynésien à juguler des difficultés économiques ouvre la porte à une remise en question frontale du rôle de l'État et de sa panoplie de programmes sociaux.

Au-delà de l'écran dressé par une argumentation portant sur la nécessité de s'attaquer aux déficits budgétaires pléthoriques, à l'excès de réglementation ou encore au manque de dynamisme économique, il s'agit en réalité d'une remise en question globale préparée de longue main, qui n'a rien de fortuit et qui vise à dicter les termes de la sortie de crise et des changements à venir. Quand on examine les documents produits par des individus et des groupes d'intérêts qui préparent cette remise en question de l'État-providence, documents d'ailleurs rédigés bien avant ou pendant les années 1970, on peut constater qu'il ne s'agit nullement de revendications à la pièce motivées par un tel ou tel autre changement dans la conjoncture du moment.

Bien au contraire, ces documents procèdent d'un cadre idéologique néolibéral qui prône clairement la purification du capitalisme de toutes les concessions sociales ou politiques consenties depuis le krach de 1929 et, comme l'avait déjà souligné l'économiste polonais Mihal Kalecki, le rétablissement de la hiérarchie sociale du capital, car l'enjeu de fond est le pouvoir [12]. Le maintien du plein emploi est perçu de ce fait comme particulièrement dommageable à l'exercice du contrôle indirect de l'État qu'accorde le laisser-faire au pouvoir économique. Le plein emploi est ainsi compris comme le vecteur de changements sociaux et politiques qui remettraient en question la prééminence de ce pouvoir, en affaiblissant la portée dissuasive des mises à pied et du chômage sur les revendications ouvrières ou en minant le principe sacro-saint repris très tôt par le capitalisme « que le pain ne peut se gagner qu'à la sueur de son front » ; par exemple, dans ce dernier cas, par le subventionnement d'une partie du coût des produits de première nécessité pour assurer la sécurité alimentaire de la population.

Dans ces documents, il s'agit, entre autres, de récupérer les institutions du savoir pour effacer l'éducation « socialisante », de former les cerveaux pour une société au service du libéralisme économique et de mettre terme à l'expérimentation démocratique qui était au cœur de l'État-providence. En somme, consacrer définitivement le fait que le capitalisme de l'État-providence n'était finalement qu'une exception à la règle dans l'histoire du capital.

On assistera ainsi à un envahissement déterminant des sphères politique, médiatique et académique par les idées néolibérales. Plusieurs organisations joueront un rôle clé dans la préparation de longue haleine de cette reconquête idéologique

Un jalon important dans cette entreprise sera la création de la Société du Mont- Pèlerin (SMP), en 1947, à l'occasion d'une conférence organisée par Frédéric Hayek et financée en partie par le haut patronat suisse. Elle s'inscrira dans la foulée du Colloque Walter Lippman qui, en 1939, avait rassemblé vingt-six intellectuels désireux de promouvoir un « nouveau libéralisme ».

L'économiste canadienne Kari Polanyi Levitt [13] note que le but de la SMP « était de rassembler des individus partageant les mêmes vues et provenant du milieu académique et du monde des affaires, dans l'intention de définir des positions néolibérales sur une variété de questions importantes, notamment les politiques antitrust, les négociations collectives et l'aide aux pays en voie de développement ». Même si le nombre de membres va en croissant, la diversité initiale des opinions cédera assez rapidement la place aux thèses de Hayek. La société deviendra ainsi l'incubateur des idées néolibérales dans les années 1950 et 1960, soit dans la période même où les politiques issues du New Deal et l'enjeu des droits civiques dominaient toujours la vie politique américaine, et où l'État-providence apparaissait encore comme une réalité immuable.

« Dès les débuts, les contributeurs financiers du milieu des affaires jouèrent un rôle critique en permettant à Hayek et ses proches collaborateurs de gagner en influence dans les universités, mais leurs politiques et théories économiques ne pouvaient pas cependant gagner du terrain dans l'arène publique, en l'absence de ressources

journalistiques et médiatiques amicales pour les populariser ». Une première boîte à penser néolibérale verra ainsi le jour en 1946. On y retrouvera côte à côte Ludwig Von Mises, le cicérone de Hayek, et Henry Hazlitt, un journaliste libertarien qui avait été au service du Wall Street Journal, du Newsweek et du New York Times. Elle sera suivie par d'autres, dont l'Adam Smith Society.

L'accueil réservé aux idées de Hayek dans les cercles du pouvoir économique n'est pas surprenant toutefois. Le projet néolibéral repose sur un État fort, capable d'assurer le maintien de la loi et l'ordre, sur l'expansion du champ du privé, où les entreprises opéreraient dans le cadre d'un marché concurrentiel, et sur le rejet de toute ingérence de l'État dans le domaine économique, une telle ingérence ne pouvant être qu'une atteinte à la liberté. C'est donc un projet qui n'est nullement en rupture avec les conceptions dominantes de la vie politique et économique du XIX^e siècle et ces conceptions n'ont jamais été fondamentalement remises en cause aux États-Unis, contrairement à d'autres pays. Elles sont toujours au cœur du consensus social américain.

Déjà en 1945, Karl Polanyi [14] observait que les États-Unis constituaient une exception, que ce pays demeurerait le haut lieu du libéralisme économique et qu'il était suffisamment puissant pour s'avancer tout seul sur cette voie que lui jugeait utopique. De façon presque unanime, les Américains, riches ou pauvres, s'identifiaient dans leur manière d'être et d'agir avec l'entreprise privée et la compétition dans les affaires, sans nécessairement souscrire à tous les canons du laisser-faire classique. À son avis, même la Grande Dépression n'avait pas réussi à réduire moindrement l'adulation témoignée à l'égard du laisser-faire économique. Les réalisations extraordinaires passées du capitalisme libéral continuaient à apparaître aux Américains comme un fait central dans le champ de la société organisée.

Il n'est donc pas surprenant de constater, avec Michael Perelman [15], qu'une grande partie de la rhétorique antigouvernementale aux États-Unis s'est très tôt construite sur la réitération de l'affirmation purement dogmatique que les dépenses du gouvernement étaient, par leur nature même, une ponction improductive infligée à l'économie et que seules les dépenses des entreprises privées étaient productives.

Une mesure du succès de la SMP fut l'attribution du Prix Nobel de l'Économie à Hayek, en 1974, conjointement avec Gunnar Myrdal. À bien des égards, ce prix sera la consécration du retour des idées conservatrices du siècle XIX^e dans les groupes d'influence financiers et politiques qui aspiraient à contrôler le pouvoir aux États-Unis et en Europe occidentale.

Le « mémorandum » Powell [16], rédigé en 1971, est très révélateur à ce sujet. Lewis Powell, un avocat au service de la grande entreprise, y recommandait à la Chambre de commerce des États-Unis, deux mois avant sa nomination à la Cour Suprême, une véritable mainmise du milieu des affaires sur les grandes institutions américaines. Ce document eut une énorme influence et fut bien reçu par le milieu visé, au nom de la nécessité de contrer les idées étatistes désormais érigées en menace à la façon de faire américaine. On lui attribue, entre autres, le fait d'avoir inspiré ou influencé la création de la Heritage Foundation, du Manhattan Institute, du Cato Institute, du Citizens for a Sound Economy, du Accuracy in Academia et quelques autres organismes puissants qui occupent, aujourd'hui encore, le haut du pavé dans le domaine de la fabrication de l'opinion aux USA et de là, dans le reste du monde. Différents instruments institutionnalisés seront progressivement mis en œuvre dans cette reconquête libérale. Huit d'entre eux joueront un rôle important : La Chambre internationale de commerce, les Conférences Bilderberg, la Commission trilatérale, le Forum économique mondial (Davos), le World Business Council for Sustainable Development, la European Round Table of Industrialists, le Transatlantic Business Dialogue et la European Union/Japan Round Table.

S'appuyant sur les analyses de W.K. Carroll [17] des fonctions remplies par ces organismes, Samir Amin [18] arrive à la constatation suivante : « Bien que les discours développés dans ces institutions sont bien connus et banals à l'extrême - simplement ultra réactionnaires - il est nécessaire de le dire et de le répéter, car ces *think tanks* bénéficient toujours de la réputation honorable de réunir en leur sein ceux qui *connaissent le mieux* les problèmes.

Le citoyen, spectateur de base d'aujourd'hui, reste largement convaincu que nul ne saurait mieux connaître les problèmes économiques que les chefs d'entreprise. On lui a fait oublier que ces chefs d'entreprise n'avaient d'autre préoccupation que de garantir à leur entreprise le taux de profit le plus élevé possible, et que le chômage, par exemple, n'est pas leur problème. Les questions économiques ne sont vues que dans ce miroir déformant. »

Samir Amin relève notamment que « les Bilderberg Conference, initiées dès 1952 (la Société du Mont-pèlerin), animées par le mentor du libéralisme sans frontières ni limites, Hayek, ont su populariser le discours du néolibéralisme auprès des hommes politiques, des ténors des médias, des militaires de haut grade des pays de la triade. La Commission trilatérale, mise en place en 1973, a donné à ce discours une tonalité quasi officielle, à laquelle les gouvernements et partis politiques majeurs de la triade - de droite et de gauche - ont adhéré. Le World Economic Forum (Davos) en a pris le relai en l'amplifiant à partir de 1982. Plus récemment, le World Business Council for Sustainable Development, créé en 1995, poursuit l'objectif *d'habiller en vert* les stratégies d'expansion du capital des monopoles, et, par ce moyen, de rallier les opinions écologistes qui ont le vent en poupe. »

Ce virage se confirme très tôt également dans les relations économiques internationales. En 1974, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN torpillent l'initiative des pays sous-développés et en développement d'établir un « Nouvel ordre économique mondial ». Le but duquel était de rendre plus équitables les règles de fonctionnement de l'économie mondiale.

En 1991, la dislocation de l'URSS et la liquidation de son modèle socioéconomique ouvrent la voie au parachèvement de la mondialisation du modèle néolibéral, dont la caractéristique essentielle est la subordination totale de l'économie réelle et de la société aux « marchés autorégulés ».

Depuis lors, différents traités bilatéraux et multilatéraux sur le commerce et l'investissement ont subtilement changé les règles régissant les marchés commerciaux et financiers mondiaux. Ils l'ont fait en reconfigurant notamment l'appareil judiciaire et les superstructures qui régissent le commerce et les affaires sur les plans national, régional et mondial. Négociée dans la discrétion, derrière des portes closes, entre des lobbyistes d'entreprise, des promoteurs du libre-échange et des représentants gouvernementaux, cette reconfiguration joue essentiellement à l'avantage des plus grandes entreprises transnationales du monde. Leur poids financier dépasse fréquemment celui de bon nombre de pays. Le système d'arbitrage des litiges issu de ces traités, qui échappe aux garanties de neutralité offertes par les recours juridiques dans des États de droit, leur donne des possibilités inégalées jusqu'ici d'agir hors de portée des législatures nationales et donc de la volonté démocratique exprimée par les populations. Elles échappent ainsi à toute contrainte moindrement inspirée par la notion de bien commun ou par des impératifs sociétaux que ce soit en matière de santé, d'environnement, de sécurité d'emploi, de conditions de travail ou de prospérité.

Cette reconfiguration néolibérale équivaut effectivement à la démolition des systèmes juridiques nationaux créés à l'époque de l'État-providence (et marqués par les droits collectifs incorporés dans la foulée de la création des Nations Unies). Elle signifie l'abolition ou la modification des lois qui encadrent la gestion étatique et institutionnelle de l'économie et du commerce international, et leur remplacement par un cadre juridique et institutionnel rigide. Il s'agit en fait d'un nouveau « droit international », à la marge du système multilatéral né des Nations Unies et en totale contradiction avec ce dernier. Ce « nouveau droit » est campé dans le laisser-faire et se montre très sensible aux intérêts de la finance et des monopoles, comme en témoigne la création d'institutions puissantes et de mécanismes essentiellement contraignants à l'endroit des États.

En réalité, il n'y a rien de nouveau dans le projet néolibéral fondé sur les « marchés autorégulés ». Tels étaient déjà les objectifs de la « première mondialisation » (1870-1914) sous l'hégémonie impériale britannique. Cette période, comme la nôtre d'ailleurs, sera marquée par la formation de monopoles, par l'accumulation de la richesse dans quelques mains, et une crise financière et économique prolongée, la "Longue (ou grande) Dépression" (1873-1891). Cette dernière sera le produit délétaire d'un « âge d'or » économique qui avait fait le bonheur des rentiers peu portés sur des investissements productifs. Cette longue et sévère dépression, déclenchée par une grave crise bancaire, sera précédée par un double mouvement de spéculation immobilière et de spéculation boursière,

facilité par la libéralisation bancaire des années 1870 dans plusieurs pays d'Europe.

Cette utopie de « marchés autorégulés » contribuera d'ailleurs aussi aux développements qui précipiteront la Grande Dépression dévastatrice des années 1930, en créant une bulle d'actifs insoutenable sous la forme de cours boursiers démesurés. Dans sa réincarnation la plus récente, cette utopie néolibérale est loin d'être étrangère aux conditions qui ont mené à la débâcle d'abord financière et ensuite économique de 2008, et dont les effets se font encore sentir dans les économies plus développées.

Bien des similitudes existent donc entre ces faits passés et ceux qui, aujourd'hui, pèsent lourdement sur l'évolution des pays clés du capitalisme et du reste du monde.

À quel capitalisme sommes-nous arrivés ?

Le nouveau visage du capitalisme est défini par une succession de changements institutionnels et autres qui sont venus limiter graduellement la capacité de l'État de maintenir l'équilibre des pouvoirs au sein de la société. L'influence déjà exercée par le capital sur les processus politiques nationaux et internationaux en est sortie considérablement renforcée.

La mondialisation financière, fruit elle-même de ces changements, apparaît comme le facteur premier de la réinstauration de la pleine liberté d'action du capital. Elle a puissamment contribué à faire définitivement voler en éclats le cadre régulateur dans lequel le capital opérait dans la phase précédente, celle de l'État providence dans le cas des pays du centre ou du développement national dans celui des pays de la périphérie.

Le capital n'étant pas une entité homogène, les effets de ces changements se sont modulés de façon différente dans les diverses régions du monde. Des facteurs comme la situation géographique des pays, l'importance de leurs secteurs économiques, l'échelle des activités de ces derniers et leur degré d'ouverture au marché international ont fortement joué dans ce sens. Dans un ouvrage consacré au nouveau capitalisme dans leur pays [19], Ayse Bugra et Osman Savaskan, deux universitaires turcs, insistent cependant sur la nécessité de tenir compte aussi de facteurs reliés au positionnement politique ou à l'identité culturelle des acteurs du milieu des affaires. La variété de formes de capitalisme, pour eux, est tributaire tout autant de facteurs politiques et culturels que de facteurs purement économiques.

Des traits communs se sont précisés toutefois. Le marché s'est étendu à de plus en plus de domaines de l'activité humaine et continue de le faire. Les activités industrielles ont migré et migrent encore du centre vers les régions moins développées de la périphérie. La gamme des choix de politique économique nationale s'est restreinte en raison de la mobilité des capitaux et de la pression de la compétition internationale. La crainte des crises fiscales et de la fuite des capitaux ont créé un contexte incitateur à l'adoption répétitive de politiques d'austérité budgétaire. Comme le soulignent, Bugra et Savaskan, en s'inspirant de Polanyi, *la place de l'économie* a changé dans toutes les sociétés du monde [20].

Si le fondement idéologique des décisions menant à cette succession de changements était la pensée néolibérale et sa thèse centrale de « l'État minimal », ces décisions ont été d'abord commandées par une dégradation des principaux indicateurs économiques (inflation, chute des taux de croissance, chômage) en 1974-1975. Cette dégradation annonce l'entrée des pays industrialisés dans une longue période de dérèglement du système économique, une longue crise qui ne porte pas son nom. Wolfgang Streeck, directeur de l'Institut Max Planck pour l'étude des sociétés (Allemagne), considère que dans les faits elle durera près de quatre décennies pour déboucher finalement sur la débâcle financière et économique de 2008 [21]. Cette débâcle viendra aggraver la situation financière et économique mondiale, soulevant la question de la survie du système socioéconomique en place maintenant depuis deux siècles.

Plus précisément, à partir des années 1970, « trois solutions ont été successivement mises en oeuvre pour dépasser la contradiction entre démocratie politique et capitalisme de marché. La première fut l'inflation ; la deuxième, la dette publique ; la troisième, la dette privée. A chacune de ces tentatives correspond une configuration particulière des rapports entre les puissances économiques, le monde politique et les forces sociales. Mais ces arrangements furent l'un après l'autre mis en crise, précipitant le passage au cycle suivant. La tempête financière de 2008 marquerait donc la fin de la troisième époque, et le probable avènement d'un nouvel agencement, dont la nature demeure incertaine [22]. »

Les notions de croissance régulière, de monnaie saine et de minimum d'équité sociale sont maintenant reléguées aux oubliettes, même si elles ont déjà constitué le fondement de la légitimité dont le capitalisme avait besoin. Une deuxième question se trouve ainsi posée, celle du caractère indépassable du déséquilibre du capitalisme dit démocratique mis en place dans les pays occidentaux après la Seconde Guerre mondiale [23].

Le capitalisme auquel nous sommes arrivés n'est déjà plus le capitalisme dit démocratique du passé et il n'est pas encore ce nouvel agencement qui s'annonce, mais dont la nature demeure toutefois incertaine. Que peut-on dire de son évolution au centre du système ?

Un capitalisme financiarisé

Imposées par les bouleversements sociaux et la menace révolutionnaire suscités par la Grande Dépression des années 1930, les réformes du New Deal aux États-Unis et les réformes sociales démocrates en Europe réduisirent provisoirement la taille et l'influence des grandes entreprises et des puissants intérêts financiers.

« Alors que ces réformes ont permis au capitalisme occidental d'échapper à des changements sociaux plus radicaux, elles ont également fourni les raisons de sa régénération et de son expansion. Dès les années 1970, le capital financier, emmené par les grandes banques américaines, était revenu, une fois encore, à ses niveaux de concentration d'avant la Dépression, pour contrôler la majeure partie des ressources nationales et façonner la politique économique [24]. »

Au début des années 1980, le tournant néolibéral se confirme et la sphère financière impose graduellement sa propre logique à l'activité économique et finit par régenter sa régulation même. Le taux de profit se rétablit pendant cette période, mais les profits supplémentaires sont toutefois utilisés à autre chose qu'à l'investissement productif. Une partie croissante des richesses produites est accaparée par les profits bancaires et les dividendes. Il s'agit là d'un trait constitutif du capitalisme financiarisé. Comme le souligne Michel Husson, chercheur à l'Institut d'Études économiques et sociales (IRES), les profits non investis se transforment ainsi en revenus financiers, et c'est là que se trouve la source du processus de financiarisation. « La différence entre le taux de profit et le taux d'investissement est d'ailleurs un bon indicateur du degré de financiarisation. On peut aussi vérifier que la montée du chômage et de la précarité va de pair avec la croissance de la sphère financière. Là encore, la raison est simple : la finance a réussi à capter la majeure partie des gains de productivité au détriment des salariés, en modérant les salaires et en ne réduisant pas suffisamment, voire en augmentant, la durée du travail [25]. » Il ajoute aussi qu'une des conséquences du fonctionnement du capitalisme contemporain est la montée des inégalités sociales (à l'intérieur de chaque pays et entre zones de l'économie mondiale).

L'autre grand trait découle de la mondialisation et de la grande force du capital d'ignorer les frontières géographiques et sectorielles. Les flux de capitaux peuvent désormais se déplacer rapidement. Un simple clic sur une souris d'ordinateur permet de déplacer des fonds d'un bout de la planète à l'autre. La concurrence sur les marchés financiers s'en retrouve durcie. Le déplacement des capitaux boursiers entre les pays devient ainsi une tendance lourde en constante accélération.

La différence de situation entre le travail plus localisé, inévitablement plus lent, et le capital facilement mobile entraîne des politiques gouvernementales qui visent à rendre chaque territoire national « attractif » pour les capitaux. Les mains d'oeuvre nationales se retrouvent mises en concurrence, avec comme conséquence des politiques de rigueur salariale pour les travailleurs et des allègements fiscaux pour les entreprises. Le tout se fait au nom du « théorème » énoncé par le chancelier allemand Helmut Schmidt en 1974 : « Les profits d'aujourd'hui sont des investissements de demain et les emplois d'après-demain ». Une belle formule pour résumer la désinflation compétitive dont le but était de restaurer les marges de profit des entreprises. Une des conséquences directes de la concurrence fiscale entre les pays développés, qui entraîne une baisse de recettes fiscales, est un endettement public infini. Organisé pour durer, il met les États sous la coupe de la finance et des financiers et condamne les populations à subir des politiques d'austérité. Vue dans cette perspective, « la mondialisation capitaliste est fondamentalement la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle planétaire à travers des mouvements de capitaux [26]. »

À partir de ces deux traits rapidement esquissés, on peut avancer, avec Michel Husson, que la caractéristique principale du capitalisme contemporain est dans la dévalorisation du travail et dans l'hyperconcurrence entre capitaux individuels auxquelles conduit la financiarisation. À la lumière de l'évolution constatée au cours des dernières décennies, autant dire que la régression sociale est devenue la principale condition de réussite du système. « Dans ce cadre, la finance n'est pas seulement la contrepartie d'une exploitation accrue des travailleurs, elle est aussi un déversoir pour les capitaux à la recherche de la rentabilité maximale. Les exigences démesurées de rentabilité qu'elle impose à l'économie réelle renforcent à leur tour le faible dynamisme de l'investissement et les inégalités sociales comme condition de reproduction du système. [27] »

La phase actuelle de l'évolution du système se distingue également par le recours à des « innovations financières », comme les produits dérivés de plus en plus sophistiqués et la titrisation des créances bancaires. Conçues pour mieux gérer le risque dans un contexte d'instabilité financière croissante, ces innovations sont devenues aussi des moyens de contourner la réglementation ou les contrôles publics et de puissants outils de spéculation. Elles constituent ainsi des facteurs aggravants de l'instabilité financière et reflètent la capacité du régime d'accumulation de se mettre lui-même en échec.

Dans son ouvrage intitulé *Extreme Money* [28], Satyajit Das, un spécialiste du risque bancaire de renom mondial, présente cette économie financiarisée comme deux boîtes empilées l'une sur l'autre : l'économie réelle originale sous l'économie de l'argent extrême, avec sa dette et sa spéculation excessives. Il décrit cet argent extrême comme une réalité éviscérée, l'ombre monétaire de choses réelles.

« Utilisé autrefois pour estimer et échanger les produits ordinaires, l'argent est devenu le principal moyen de gagner de l'argent. Pour gagner un milliard de dollars, il n'est plus nécessaire de produire quelque chose. La règle de l'argent extrême est que tout le monde emprunte, tout le monde économise, tout le monde devient supposément riche. Pourtant, seuls les initiés habiles s'enrichissent, en dirigeant le jeu et en trichant [29]. »

Son analyse de l'alchimie financière des trente dernières années et de ses conséquences destructrices l'amène à écrire que « nous vivons et travaillons dans un monde de l'argent extrême - des jeux spectaculaires et dangereux avec l'argent qui créent de nouveaux sommets artificiels en croissance, prospérité, raffinement et richesse [30] ». Un peu plus loin, il précise que : « l'argent et les manoeuvres qui se jouent sont immatériels, irréels et de plus en plus virtuels. Les affichages électroniques qui reflètent des signaux de prix en rouge ou en vert sont l'essence distillée du monde financier. Les opérateurs de marché n'ont pas directement contact avec la réalité sous-jacente, il n'est question que de bénéfices ou de pertes [31]. »

Cette alchimie financière s'est répandue dans le monde. La financiarisation a permis aux États-Unis de « maintenir leur position prédominante qui semblait pourtant menacée lors de l'écroulement du régime fordiste. Ils l'ont fait principalement grâce à leur position de force au sein de la finance mondiale, qui leur a permis de compenser la perte de leur avantage productif par le contrôle qu'ils exercent sur la masse mondiale de capital monétaire et sur les

marchés financiers au sein desquels cette masse monétaire se valorise [32] ». C'est désormais l'hégémon qui par la force fulgurante de son capital occupe le centre du système, lui imprime sa propre dynamique et attire une bonne partie des flux de valeur créée mondialement. Il jouit ainsi du privilège de pouvoir s'endetter dans sa propre monnaie et de faire marcher la planche à billets à son avantage. Il n'est donc pas surprenant de voir les États-Unis se comporter en bras politique et militaire de la financiarisation de l'économie mondiale.

Dette et servitude

Michael Hudson, expert financier et professeur à l'Université du Missouri, Kansas City, qualifie le retour du balancier favorable aux banques de « rétrogression ». Dans les conditions créées par cette rétrogression, peut-on vraiment encore recourir au mot léthargie pour décrire la situation économique présente, comme le fait la narration dominante ? Ne faudrait-il pas plutôt parler de l'implantation d'une économie de rente à l'échelle planétaire ? Depuis un bon moment, Michael Hudson soulève le fait que la domination du capital financier et des monopoles se traduit par l'instauration graduelle d'un « néo-féodalisme » qui mène directement à un régime de servitude.

Hudson explique cette rétrogression de la façon suivante. Au XIX^e siècle, la thèse était que les banques contribuaient à créer du nouveau, en accordant des prêts productifs à l'industrie. L'idée était que ces investissements généreraient des bénéfices qui permettraient à la fois le paiement des intérêts dus aux banques et le remboursement graduel du prêt. L'évolution a cependant joué dans un sens différent.

Les banques ont eu tendance à s'allier avec les monopoles et les secteurs immobilier, pétrolier et gazier, tous assis sur des rentes de situation, plutôt qu'avec le secteur industriel. En somme, au lieu de chercher d'obtenir une part des bénéfices des entreprises, elles ont choisi plutôt de prêter contre des rentes. Elles ont ainsi glissé vers un fonctionnement parasitaire. Les banques n'ont considéré les entreprises et les individus que sous l'angle de l'extraction maximale de richesse possible de chacune de ces catégories, au lieu de fournir le capital nécessaire à la croissance et à l'efficacité économique. Elles l'ont fait en chargeant des frais et des intérêts, en exploitant à fond les allègements fiscaux, et en canalisant le crédit bancaire surtout vers les achats de biens et de privilèges existants de création de rentes.

Les marchés boursiers ont emboîté le pas aux banques. Censés de fournir des capitaux d'investissement, ils ont été transformés en véhicule pour extraire des profits sans passer par la production. C'est le cas dans le rachat par une entreprise de ses propres actions, en vue d'en accroître leur valeur, ou encore dans l'achat d'une entreprise financé par un endettement bancaire ou obligataire remboursable par cette dernière. L'entreprise se retrouve alourdie d'une dette qui ne lui procure aucune contrepartie en matière d'investissement. Il se crée ainsi une situation financière qui pousse à la réduction des effectifs, à l'externalisation des opérations et au resserrement budgétaire, en vue de dégager un gain en capital, après avoir payé les banques et les détenteurs d'obligations. Un tel processus favorise l'extraction de rentes aux dépens de la production, dès que les flux de trésorerie de l'entreprise se transforment en flux d'intérêt, au détriment des fonds propres et de la santé financière de l'entreprise. On peut bien qualifier le point d'arrivée de toute cette évolution d'économie postindustrielle, mais il s'agit en réalité d'une économie de péage rentier qui, à terme, condamne des individus et des sociétés au péonage.

Comme le rappelle un document de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) de Montréal, le fait têtue est que « pour continuer de croître, la finance doit créer davantage de monnaie (en octroyant des prêts) et transformer de nouveaux flux d'argent en actifs financiers (par exemple en transformant des dettes en titres revendables sur les marchés). Ce faisant, étudier, travailler, consommer, épargner, prendre sa retraite, diriger une entreprise, etc. sont autant de réalités qui tendent à être financiarisées. Loin d'être deux sphères déconnectées, les flux d'argent associés à cette « économie réelle » (la production, le rapport salarial, la consommation et l'épargne) tendent à être captés par la finance :

- * Les entreprises se financent par le biais des marchés financiers (plutôt que par l'intermédiaire des banques commerciales). De plus, le développement des firmes cotées en bourse est orienté par l'exigence de faire augmenter la valeur actionnariale de l'entreprise.
- * De leur côté, les travailleurs sont appelés à devenir des investisseurs : tandis que les caisses de retraite sont soumises aux fluctuations de leur portefeuille d'actifs, on encourage les travailleurs à avoir recours à des régimes d'épargne-retraite individualisés (...) pour compenser l'insuffisance des fonds de retraite de l'employeur et des régimes publics.
- * La stagnation des salaires est compensée par le recours au crédit à la consommation, qui devient un pilier de la croissance économique.
- * L'augmentation des frais de scolarité, présentée comme une condition essentielle du maintien de la qualité de l'enseignement supérieur, a fait exploser l'endettement étudiant, notamment aux États-Unis, où le volume des prêts dépasse celui des encours sur carte de crédit.

Bref, la relation financière se diffuse pour faire croître l'économie, mais, ce faisant, elle rend cette dernière beaucoup plus instable et donc toujours plus fragile [33] ».

À ce sujet, Michael Hudson juge que le niveau d'endettement actuel des sociétés dans leur ensemble, sans rapport avec celui de leurs revenus, a été permis, organisé et recherché par les banques. Ces dernières ont été uniquement préoccupées de s'assurer ainsi une manne de revenus et sont demeurées parfaitement indifférentes à la crise majeure que leur comportement rendait inévitable. Pour les banques, « la stratégie rencontrant la moindre résistance consiste à entretenir l'illusion suivante : il n'y aurait aucune nécessité qu'elles soient tenues d'accepter de subir des pertes sur les dettes qu'elles ont créées, même si leur poids les rend irrécouvrables. Les créanciers affirment en tout temps que la charge de la dette est supportable à condition que les gouvernements réduisent tout simplement leurs dépenses, en augmentant dans le même temps les impôts des ménages et des entreprises non financières [34]. »

Accepter de pressurer les sociétés pour rembourser une masse de dettes privées, devenues publiques avec la crise, n'a aucune justification morale ni économique, évalue Michael Hudson. Alors que les économies se contractent, le secteur financier s'enrichit en transformant leurs titres ou certificats de dette en appropriation de la propriété. En mettant cette tendance dans le contexte des politiques des banques centrales, qui ont servi à gonfler les marchés boursiers et à recapitaliser les banques pour qu'elles continuent à spéculer, Hudson souligne que l'économie est de moins en moins la sphère de la production, de la consommation et de l'emploi, et de plus en plus la sphère de la création du crédit. Ce dernier est mis à contribution pour acheter des actifs, transformer les bénéfices et les revenus en paiements d'intérêts, jusqu'à ce que la totalité de l'excédent économique et la liste complète des propriétés soient gagées pour payer le service de la dette.

Emploi, automatisation et impasse

La crise de 2008 n'est pas la première, dans les « pays avancés », où la reprise de l'économie réelle - la production de biens et de services, ou mieux encore de la richesse produite socialement - ne réussit pas à rétablir les niveaux précédents d'emploi, de sécurité de travail et de salaires. En revanche, c'est la première dans laquelle le chômage, en plus de s'être brutalement accru, devient structurel, par un glissement massif vers le chômage de longue durée et la sortie de la vie active. Les statistiques officielles ne donnent d'ailleurs qu'une idée fortement partielle de l'ampleur réelle du phénomène [35].

Des millions de travailleurs en sont victimes dans ces pays, entraînant une paupérisation de larges secteurs des sociétés respectives. Cette paupérisation est d'autant plus accentuée que ce sont les catégories déjà défavorisées sur le marché du travail – les jeunes, les travailleurs peu qualifiés, les immigrés, les minorités ethniques et, parmi eux, ceux qui occupent des emplois temporaires ou atypiques - qui sont les premières à souffrir de ces suppressions d'emplois.

C'est une crise aussi dans laquelle l'inégalité de revenus atteint des niveaux jamais vus depuis longtemps, et à cause de laquelle une grande partie de la nouvelle génération n'aura pas d'emplois stables, vivra dans un monde d'emplois précaires, de salaires médiocres et sous la menace constante du chômage chronique. Il s'agira de la première génération, depuis l'avènement de l'État-providence, qui aura un niveau de vie et un degré de sécurité sociale très inférieurs à celle qui l'a précédée.

L'explication de l'impasse du chômage chronique dans pays dits avancés ne se trouve pas seulement pas dans les politiques de libéralisation qui ont conduit au démantèlement de la production dans des pays ou des régions ayant une main-d'oeuvre moins chère. Le problème central de cette crise, qui n'en finit pas de durer, est structurel et concerne d'abord la relation fondamentale du capital avec le travail salarié ainsi que la reproduction même du capital. Les considérations de compétitivité, de rentabilité et de productivité en jalonnent la dynamique. Elles incitent à faire évoluer constamment les moyens de production pour réduire l'emploi de la force de travail humaine en vue d'accroître les profits, augmentant ainsi inévitablement à la fois la production et le chômage.

Dans le contexte actuel de la dictature des lois du marché, le noeud gordien se situe dans l'exploitation qui est faite des avancées en matière de science et de technologie. Ces avancées permettent déjà et permettront encore davantage d'éliminer la nécessité de recourir au travail humain dans la production et les services.

Martin Ford, dans un ouvrage [36] consacré à l'automatisation, au développement implacable des technologies et à l'entrelacement de ces dernières avec la mondialisation et à l'économie du futur, se penche sur les conséquences d'une telle évolution. Elle ne serait contrôlée que par une étroite minorité d'individus et d'entreprises ayant monopolisé les ressources de la nature et de la technique. Il juge qu'elle ne pourra déboucher que sur des sociétés invivables « parce que les 70% à 80 % d'humains ayant perdu leur place dans les cycles de production, et transformés au mieux en assistés, ne pourront que se révolter contre les accapareurs du pouvoir technologique et économique. Cela d'autant plus que la raréfaction prévisible des ressources naturelles et l'aggravation des crises climatiques réduiront encore leurs capacités de survie [37]. »

Cette évolution prend de l'ampleur et s'accélère. Comme le reconnaissent plusieurs analystes et économistes, dont Paul Krugman, Nouriel Roubini [38], Yanis Varoufakis [39], le moment est venu de penser que dans la relation entre le capital et le travail, ce sont les robots qui gagnent en ce moment la guerre et non les travailleurs.

Michael Spence, lauréat du prix Nobel en économie, explique, dans un article récent paru dans *Project Syndicate* [40], que les technologies numériques sont de nouveau en train de transformer les chaînes de valeur mondiales et, avec elles, la structure de l'économie mondiale. La nouvelle vague de la technologie numérique élimine le recours au travail humain dans des tâches de plus en plus complexes. Pour reprendre ses mots, « ce processus de substitution de la main-d'oeuvre et de désintermédiation est en cours depuis déjà un certain temps dans les secteurs de services - pensons aux guichets automatiques, aux services bancaires en ligne, à la planification des ressources au sein d'une entreprise, à la gestion de la relation avec les clients, aux systèmes de paiement mobile, et bien plus encore. Cette révolution se propage maintenant à la production de biens, où les robots et l'impression 3D évincent le travail humain [41]. »

Autrement dit, contrairement à la précédente vague de la technologie numérique, qui avait incité les entreprises à accéder à des réserves de main-d'oeuvre sous-utilisée dans le monde, la force motrice de ce nouveau cycle est

manifestement la réduction des coûts par l'évincement de la main-d'oeuvre salariée.

Compte tenu de la nature du système économique, ce processus est inexorable à cause des importants avantages financiers du recours à la technologie numérique. Michael Spence précise à ce sujet que : « la grande majorité des coûts est au début, dans la conception de matériel (comme les capteurs), et de façon plus importante encore, dans la création du logiciel qui produit la capacité d'effectuer diverses tâches. Une fois cet objectif atteint, le coût marginal du matériel est relativement faible (et diminue proportionnellement à la hausse de l'échelle), et le coût marginal de reproduire le logiciel est essentiellement zéro. Avec un énorme marché potentiel pour amortir les coûts initiaux fixes de conception et d'essai, les incitations à investir sont irrésistibles [42]. »

Dans ses conclusions, restreintes cependant au seul domaine économique, Michael Spence souligne que cette seconde vague de la technologie numérique aura des effets structurants majeurs autant sur la production des biens et services que sur la construction ou encore le commerce de détail. Elle frappera aussi de plein fouet les pays en développement qui devront s'ajuster au fait que l'abondance d'une main-d'oeuvre compétente, disciplinée et bon marché perdra de son importance comme levier de la croissance économique.

Abordant plus largement l'enjeu de l'évincement du travail salarié par la technologie numérique [43], le professeur Robert Skidelsky de l'université de Warwick fait remarquer que l'évolution actuelle du capitalisme tient de la folie économique. Au-delà des aberrations d'une civilisation fondée sur le « toujours plus » et des limites naturelles auxquelles la croissance finira bientôt par se heurter, nous ne pourrions pas continuer bien longtemps encore à réduire la part du travail humain dans les activités économiques, sans lui trouver de nouveaux débouchés. Se fermer les yeux à ce sujet, c'est consacrer la voie qui mène à une division de la société en une minorité de producteurs, de professionnels, de superviseurs et de spéculateurs financiers d'une part, et une majorité réduite à l'oisiveté forcée de l'autre.

Robert Skidelsky estime qu'une telle société « serait confrontée à un dilemme classique : comment concilier la pression incessante à consommer avec des revenus stagnants ? Jusqu'à présent, la réponse a été d'emprunter, ce qui a conduit à l'énorme surendettement actuel dans les économies avancées. De toute évidence, cela n'est pas viable, et ne constitue donc pas la réponse, car elle implique l'effondrement périodique de la machine de production de la richesse. »

En somme, nous ne pourrions pas nous avancer avec succès sur la voie de l'automatisation de la production, sans reconsidérer des enjeux fondamentaux comme la consommation, le travail, les loisirs et la répartition des revenus. « Sans ces efforts d'imagination sociale, le rétablissement à l'issue de la crise actuelle sera tout simplement un prélude à d'autres calamités fracassantes à l'avenir [44]. »

Dans cet ordre d'idée, il rappelle que Keynes avait déjà évoqué le chômage technologique, mais qu'il avait associé le progrès technologique à la possibilité de libérer au moins partiellement l'humanité de son fardeau le plus ancien et le plus naturel, le travail, et d'accroître considérablement la production de la richesse avec une fraction du travail requis dans son temps. Keynes avait même imaginé que la semaine de travail serait de 15 heures au début des années 2000, sans nuire pour autant à la croissance de la richesse. Or, dans les économies avancées, cette richesse a effectivement atteint à peu près les niveaux escomptés par Keynes, mais il n'en est pas allé de même pour la semaine de travail. La réalité est loin des rêves et des propos des années 1970 sur l'avènement d'une société de loisirs. Pour Skidelski, cela signifie tout simplement que nous n'avons pas réussi à convertir la croissance du chômage technologique en croissance du temps de loisir volontaire. La principale raison de cet échec est que la part du lion des gains de productivité de ces trente dernières années a été accaparée par les nantis.

Tom Streithorts, un journaliste et auteur, met pour sa part en évidence le paradoxe qu'accentue la seconde vague de technologie numérique. Il situe ce paradoxe entre, d'une part, l'abondance et la diversité de l'offre de produits et de

services auxquelles le citoyen consommateur est de plus en plus exposé et, d'autre part, la rareté et la précarité en matière d'emploi auxquelles se heurte le citoyen travailleur. Les mises à pied peuvent bien encore continuer à se multiplier, les emplois de qualité à se réduire en peau de chagrin, le temps partiel mal rémunéré à proliférer comme une mauvaise herbe et les profits à grimper en flèche, mais arrivera inéluctablement le moment où se posera la question de qui pourra encore acheter les produits et services offerts sur le marché. Un robot peut bien fabriquer un téléphone intelligent, mais il ne peut pas l'acheter. La demande ne sera tout simplement plus au rendez-vous de l'offre, en quantité suffisante pour permettre à l'économie réelle de ne pas s'enfoncer dans la léthargie, comme c'est déjà le cas à l'heure actuelle [45].

En d'autres mots, si les pays clés du capitalisme ne vivent plus dans l'ère de la pénurie, ils ont en revanche considérablement réduit les possibilités d'emploi. De plus, contrairement à la période 1945-1973, les gains de productivité ne se traduisent plus en gains salariaux pour les travailleurs et ne jouent finalement qu'à l'avantage des dirigeants des entreprises et de l'actionnariat qui, tous deux, drainent vers eux l'essentiel des acquis.

Au cours des quarante dernières années, c'était surtout la classe ouvrière qui avait subi les impacts de la mondialisation et des changements technologiques. Aujourd'hui, c'est l'étiollement des classes moyennes dans les pays avancés qui apparaît comme inéluctable dans cette nouvelle phase de l'évolution. Ces classes moyennes sont en train de s'anémier rapidement tout simplement parce que les conditions qui les ont créés, des emplois stables et des salaires décents, ont cessé d'exister. L'évolution en cours menace maintenant les plus qualifiés et les plus diplômés au sein de ces classes moyennes. Avec le niveau de sophistication actuel des procédés informatiques, il devient même plus facile de les remplacer que des travailleurs manuels. Pensons simplement aux changements que connaissent des domaines comme celui du journalisme, de la comptabilité, de la gestion ou encore celui de la finance.

Parallèlement, dans les classes populaires, c'est le moment d'une résurgence d'un sous-prolétariat constitué par la partie la plus défavorisée de ces classes populaires et pour qui chômage et précarité sont devenus le lot quotidien.

Bref, l'évolution en cours empêche de générer suffisamment d'emplois et de salaires décents permettant de maintenir une demande finale robuste. Elle place ainsi le système devant un obstacle pratiquement insurmontable, en rapetissant son potentiel de reproduction. Jonglant avec les nouvelles normes de rentabilité imposées par la mobilité presque parfaite acquise par le capital financier grâce aux technologies de l'information de la première vague, le système tend à fonctionner comme si le capitalisme était séparable de ce rapport social particulier qu'est le salariat. En excluant un nombre croissant de travailleurs du processus de production, il se retrouve à les exclure du même coup de la consommation, une phase pourtant essentielle à la reproduction du capital. C'est cet aspect de l'évolution qui sans doute explique les regains occasionnels d'intérêt à l'égard de la formule d'une garantie de revenu de base comme solution à long terme, mais aussi comme panacée au fait brutal que le partage de la richesse produite socialement s'est très profondément modifié, au détriment du travail et au profit du capital.

Incertitude, insécurité et friabilité humaine

Chaque crise du système est porteuse de sa part de désagrégation sociale. Fruit du développement économique, et de l'enrichissement des nations clés du capitalisme, de même que des crises économiques et des circonstances historiques déjà mentionnées, le développement de l'État-providence a permis d'assurer une certaine stabilité sociale de ces nations. Les politiques sociales et la démocratisation de l'éducation ont contribué, entre autres, à compenser l'affaiblissement des solidarités familiales traditionnelles, en assurant une continuité du revenu aux plus âgés, aux inemployés ou aux inemployables.

Zygmunt Bauman, sociologue britannique d'origine polonaise et auteur notamment de *Liquid Modernity* [46], considère qu'il s'est agi là d'une étape d'incrustation des individus dans des structures solides comme le régime de

production industrielle ou des institutions démocratiques. En plus, ces structures étaient marquées par une forte tradition territoriale. Tout le contraire de ce qui est en train de se produire dans l'étape actuelle de l'évolution du système, où les dominants ne se reconnaissent plus aucune responsabilité dans l'administration d'un territoire.

Du point de vue de Bauman, nous serions ainsi plus près de la fin de la géographie que de celle de l'histoire. Grâce aux nouvelles technologies, l'élite mondiale s'est dégagée des difficultés qui se dressaient entre le proche et le lointain et s'est libérée de cette façon des obligations et des contraintes liées au territoire. Une différence grandissante s'est introduite de la sorte entre le pouvoir devenu global et la politique demeurée locale. Cette dernière peine de plus en plus à imposer des orientations et des objectifs, perdant graduellement l'efficacité de son action et semant ainsi l'incertitude. Et cette incertitude se traduit en insécurité chez les individus, d'autant plus que la prise en charge collective des risques individuels s'affaiblit, créant un climat incitateur à la recherche de solutions individuelles.

Si l'étape précédente peut être décrite comme celle d'une modernité solide, stable et répétitive, l'étape actuelle est celle d'une modernité liquide, flexible et versatile, illustrative du changement et de la transition. Une de ses caractéristiques est un individualisme exacerbé par l'instabilité et l'insécurité qui rend les relations précaires, transitoires et volatiles. À tout prendre, nous sommes dans une période dans laquelle les modèles et les structures sociales ne subsistent pas déjà suffisamment pour être enracinés et régir ainsi les coutumes des citoyens. La société n'est plus en mesure de leur offrir un horizon de sens défini une fois pour toutes. Comme Bauman nous le rappelle, les solides conservent leur manière d'être et persistent dans le temps : ils durent ; tandis que les liquides sont des rapports et ils sont constamment transformés : ils coulent. Pensons ici à la déréglementation, l'assouplissement ou la libéralisation des marchés.

Dans un article consacré à cette modernité liquide et à la friabilité humaine [\[47\]](#), le professeur Adolfo Vasquez Rocca, de l'université de Valparaíso (Chili), résume ainsi la pensée de Bauman sur la fragilité des liens humains : « L'incertitude dans laquelle nous vivons correspond à des transformations, comme l'affaiblissement des systèmes de sécurité qui protègent l'individu et la renonciation à la planification à long terme : l'oubli et le déracinement affectif sont présentés comme une condition de réussite. Cette nouvelle (in)sensibilité exige de la souplesse, de la fragmentation et le cloisonnement des intérêts et des personnes touchés, il faut toujours être prêt à changer de tactique, d'abandonner les engagements et les loyautés. Bauman se réfère à la crainte de relations à long terme et la fragilité des liens de solidarité qui semblent se fonder uniquement sur les profits qu'elles génèrent. Bauman s'efforce de montrer comment la sphère du commerce imprègne tout et que les relations sont désormais mesurés en termes de coût et de bénéfice, comme de la *liquidité* dans le sens strictement financier du terme. »

Dans cet état d'esprit, les chômeurs n'apparaissent plus comme une armée industrielle de réserve, un potentiel à mettre s'il y a lieu en oeuvre, mais comme une catégorie d'individus superflus, inutiles, des hors-jeu, des exclus. L'économie se porterait tellement mieux s'ils pouvaient disparaître. Mieux vaut donc cultiver l'art de tronquer les relations, de se déconnecter du désagréable, de se replier sur soi. Ce même état d'esprit mène aussi à devenir accro à la sécurité, sans jamais en être certain pour autant, dans une dynamique de la peur de la peur. Nous l'acceptons comme si c'était logique, ou du moins inévitable, tant et si bien que, selon Zygmunt Bauman, nous contribuons ainsi à « normaliser le statut d'urgence ». Bref, un état d'esprit qui mène, si on se fonde sur les réflexions du philosophe et essayiste allemand Peter Sloterdijk, à un régime de sabotage social et à une logique de panique comme argument central de la politique.

Pour sa part, le politologue argentin Edgardo Mocca [\[48\]](#) nous rappelle que dans le cas de son pays, et cela peut être valable pour le reste de monde, « la société actuelle est le résultat de l'ensemble d'expériences politiques qui se sont développées, au cours des quarante dernières années, dans le contexte d'un changement radical à l'échelle planétaire du monde du travail, social et culturel dans lequel nous vivons, un changement qui cache dans son noyau la question politique, la question du pouvoir ».

En s'inspirant des idées de sociologues comme Richard Sennett ou de philosophes comme Horst Kurnitzky, il souligne que « le changement mondial est, avant tout, l'affirmation d'une nouvelle hégémonie culturelle et politique, celle d'un bloc social organisé autour des nouvelles formes de domination économique qui ont en leur centre le capital financier. Il s'agit du capital extra territorialisé par excellence, celui qui n'a pas besoin des usines ni des concentrations de travailleurs, celui qui peut être déplacé sans limites à travers la planète. Ce n'est pas une simple domination, c'est une hégémonie parce qu'il a la capacité de former le bon sens prédominant, pas seulement par sa capacité indéniable de manipulation à travers des gigantesques agences de formation d'opinion, mais principalement parce que ce bon sens correspond à une manière nouvelle et distincte de vivre, dont l'essence est la dispersion, la désagrégation sociale, l'extrême individualisme. C'est la manière de vivre qui correspond au démantèlement de la société industrielle et salariale, à l'assouplissement des relations du travail, à l'affaiblissement des vieilles formes productives des fordistes et à l'apogée des services, mis à la disposition d'une impulsion consommatrice qui bouge dans une forme vertigineuse ».

Gilles Lipovetsky, sociologue, philosophe et essayiste français, décrit cette nouvelle manière de vivre et cette pulsion consommatrice vertigineuse comme relevant d'une nouvelle forme extrême d'individualisme, produit d'une société hypermarchande [49] triomphante et issue du bouleversement permanent représenté par la privatisation élargie, l'érosion des identités sociales, la désaffection idéologique et politique, la déstabilisation des personnalités [50]. Privés de repères, les individus vivent seuls cette « désaffiliation » dans des sociétés perçues comme des « empires de l'éphémère » [51]. Lipovetsky qualifie cette nouvelle forme d'hyperindividualisme. Il la présente comme reposant sur cette valeur désormais centrale qu'est l'accomplissement personnel, mais comme menant aussi au narcissisme, à une mentalité du ici et maintenant, et à la difficulté de séparer les désirs superflus des besoins essentiels. Lipovetsky refuse cependant de confondre simplement individualisme et égoïsme. À la création d'un individualisme irresponsable par une société hyperconsommatrice, répondrait un mouvement d'individualisme responsable. Il souligne à cet effet l'existence d'un tronc commun de valeurs et l'importance du bénévolat.

Il reconnaît cependant que cet individualisme extrême vient consacrer l'éclatement du principe de la subordination de l'individuel aux règles rationnelles collectives. La notion de citoyen se retrouve ainsi diluée dans une infinie déclinaison d'intérêts minuscules, sous la poussée d'une recherche narcissique d'une identité propre. Il suffit de penser à ce sujet aux innombrables regroupements de toute nature surgis ces deux dernières décennies.

Bauman se penche aussi cette notion de citoyenneté. Il note que « victimes des pressions vers l'individualisation, les individus sont progressivement mais systématiquement dépouillés de l'armure protectrice de leur citoyenneté et expropriés de leur capacité et de leurs intérêts de citoyens. Dans ces circonstances, les possibilités que l'individu de droit se transforme en individu de fait, en quelqu'un qui contrôle les ressources indispensables d'une autodétermination authentique, sont de plus en plus lointaines. L'individu de droit ne peut pas se transformer en individu de fait sans d'abord se convertir en citoyen. Il n'y a pas d'individus autonomes sans une société autonome, et l'autonomie de la société exige une autoconstitution délibérée et réfléchie, quelque chose qui peut seulement être atteint par l'ensemble de ses membres ».

Sur le plan politique, ce qui saute aux yeux, c'est que toute cette évolution se traduit par un morcellement de l'espace social. On assiste ainsi à une fragmentation de l'intérêt public en une myriade de mini-intérêts et à une transformation des rapports entre l'État et des citoyens de plein droit en relations de service avec des citoyens-clients enfermés dans leur univers privé. Ce morcellement génère bref l'indifférence à autrui et rend encore plus ingrat un contexte déjà peu favorable aux initiatives inspirées par le principe de solidarité.

Une des pierres d'achoppement à cet égard réside dans le fait que la défense d'intérêts ainsi miniaturisés aboutit plus fréquemment au prétoire qu'à la tribune politique. Cela conforte une dynamique, déjà très perceptible dans bien des pays dits avancés, où le pouvoir judiciaire se retrouve à trancher de plus en plus souvent des enjeux sociétaux majeurs, évacuant de ce fait le débat public et toute participation démocratique.

Une autre pierre d'achoppement est la difficulté pour les dominés dans cette société liquide ou hypermoderne, mais qui demeure d'abord une société de classes, de se construire une identité sociale, une identité de résistance, une identité de mobilisation et de s'en servir comme raison d'agir et de se libérer ainsi des dérives identitaires religieuse ou ethnique dictées par l'insécurité, fruit vénéneux de la disparition des formes passées d'organisation sociale

Une ploutocratie déconnectée du reste de la société

L'évolution en cours se traduit également par une régression démocratique. D'un scrutin à l'autre, les électeurs continuent de choisir leurs représentants, mais leur vote a-t-il beaucoup de prise sur les politiques menées ensuite par les instances élues ? La nouvelle réalité fait que l'essentiel de ces politiques est désormais encadré par des dispositions régionales et internationales qui échappent à tout contrôle démocratique.

D'un traité ou d'un accord à l'autre, ces dispositions ont contribué à vider progressivement, mais avec constance, la démocratie de tout contenu autre que formel dans les pays qui se targuaient d'être les plus avancés sur ce plan. Elles l'ont fait en assurant l'hégémonie de la fonction marchande sur les autres fonctions sociales et en délégitimant du coup toutes les régulations politiques et sociales de ces nations, au nom des vertus de la liberté de la circulation des capitaux, des marchandises et des hommes. Pieux propos derrière lequel se dissimulait l'enjeu de la disparition de toute entrave à l'enrichissement et au pouvoir de ceux qui étaient déjà riches et puissants.

Marx a mis en lumière comment la bourgeoisie, comme force agissante, avait au XVIIIe et au XIXe siècle contribué à rompre avec l'ordre ancien, en substituant la logique contractuelle à celle des liens naturels. Il a aussi mis en lumière la tendance profonde du capitalisme à la concentration et à la financiarisation. Maintenant que nous sommes parvenus à un stade inégalé jusqu'ici de concentration du capital et le que le capitalisme d'aujourd'hui n'est plus du tout celui des années 1960, comment peut-on décrire la force agissante qui a fait jouer ce changement à son avantage, en accaparant tous les bénéfices de son action et en externalisant les risques et les pertes sur les populations ? Cette force agissante récapitule sans doute bon nombre de traits de la bourgeoisie du XIXe siècle, mais elle possède aussi des traits qui lui sont propres et qui correspondent à la phase actuelle du développement du système.

David Rothkopf, un ancien sous-secrétaire au commerce dans l'administration Clinton, assimile cette force agissante à une nouvelle élite mondiale du pouvoir qu'il qualifie de superclasse dans son livre du même nom. La mondialisation est à la fois le creuset de sa formation et le vecteur de sa domination. Nous devons reconnaître, écrit-il, « que quelque chose de nouveau est en train de se produire, un déséquilibre énorme dans la répartition du pouvoir dans le monde qui accorde une grande influence à des regroupements informels d'élites. Ces élites dépassent ou supplantent souvent les institutions du passé : gouvernements nationaux, systèmes légaux (...). Au cœur de cette nouvelle réalité, se trouvent les membres de la superclasse, des individus dont les décisions quotidiennes réorientent des flux massifs de capitaux entre les marchés, créent, disloquent ou éliminent des emplois dans le monde entier, déterminent la viabilité des programmes gouvernementaux et parfois des gouvernements ; et jouent également un rôle essentiel dans le façonnement de l'ère planétaire (...). En outre, ces individus, en tant que groupe, en raison de leur influence, jouent un grand rôle dans la définition de la teneur de notre temps, déterminant quelles vues sont acceptables et quelles vues ne le sont pas, et quelles sont nos priorités. L'influence de cette superclasse transnationale est souvent amplifiée quand ses membres agissent dans les groupes tissés par des ententes d'affaires, des conseils d'administration, des mouvements d'investissement, d'anciens liens d'école, des adhésions de club, et d'innombrables autres occasions qui les transforment, sinon en ces comités conspirateurs de la légende, au moins en groupes passés maîtres dans l'avancement de leurs intérêts convergents [52]. »

Rothkopf avance qu'il a identifié environ six mille personnes qui correspondraient à sa définition de la superclasse, le critère principal étant « la capacité d'influencer régulièrement la vie de millions de personnes dans de nombreux pays à travers le monde ». L'immense majorité de ces personnes est de sexe masculin, d'âge mûr, de descendance

européenne et issue des meilleures institutions universitaires occidentales. Les grandes capitales, les grands hôtels et les grandes messes du capitalisme (Davos, Cran Montana, etc.) sont leurs carrefours de rencontre. La nature exclusive des liens au sein de cette superclasse est bien illustrée par une citation éclairante dans le premier chapitre du livre, une observation d'ailleurs empruntée à un ancien haut fonctionnaire des Nations Unies : « Quand on déambule dans les soirées de Davos, on se rend compte qu'on y connaît plus de gens que lorsqu'on se promène dans les parcs de nos villes respectives [53]. »

Un des grands traits caractéristiques des membres de cette « élite mondiale » est qu'ils considèrent leurs relations entre eux comme plus importantes que leurs liens avec leur pays d'origine et les gouvernements. Un autre trait caractéristique est que les membres de cette élite embrassent en très grande majorité le fondamentalisme du marché des « Chicago Boys », les disciples de Milton Friedman à l'Université de Chicago, mais dans la mesure seulement où les souffrances qu'il entraîne est le lot des classes inférieures. Ils résistent discrètement à toute réforme qui pourrait grignoter leur contrôle des leviers économiques. Malgré sa foi dans le capitalisme et ses attentes optimistes à l'égard des membres de cette nouvelle élite, Rothkopf concède que « beaucoup parmi la superclasse sont trop proches de leurs intérêts et très loin de l'univers de la plupart des habitants de la planète [54]. »

Pour d'autres, la notion d'une élite mondiale déracinée tient du conte de fées pour école de commerce ou d'épouvantail pour les altermondialistes. Études empiriques à l'appui, Michael Hartman [55] avance que « la classe mondiale paraît étonnamment allergique au cosmopolitisme. Aux États-Unis comme dans les grandes puissances économiques européennes et asiatiques, les entreprises les plus importantes sont presque toutes dirigées par des locaux. En moyenne, la proportion de dirigeants étrangers ne dépasse pas les 5 %. Elle chute même à 2 % si l'on écarte du tableau les hauts dirigeants provenant du même espace linguistique (et souvent culturel) que leur pays d'accueil, comme les Suisses et les Autrichiens en Allemagne ou encore les Irlandais, les Australiens, les Canadiens et les Sud-Africains au Royaume-Uni et aux États-Unis. Même au sein des multinationales les plus influentes du monde, le gratin se recrute de préférence *chez soi*. » Une des causes principales est que l'accès aux fonctions régaliennes de l'appareil économique dépend des structures locales de formation et de reproduction des élites.

Le seul réseau à caractère transnational est celui formé par les membres externes des conseils de surveillance. Les liens ainsi tissés relient presque exclusivement l'Europe anglo-saxonne et l'Amérique du Nord. Les pays d'Europe méridionale, le Japon et la Corée du Sud n'y occupent qu'une place insignifiante, tout comme la Chine, le Brésil, l'Inde ou la Russie.

Dans un ouvrage [56] consacré à la dislocation sociale de la population blanche des États-Unis en deux classes principales, une supérieure et une inférieure, le sociologue américain Charles Murray montre comment la mécanique de la mobilité sociale s'est complètement grippée, au profit d'une nouvelle classe supérieure qualitativement différente de celles qui l'ont précédée, une élite cognitive qui reflète l'évolution du système.

Au sommet de cette élite se trouvent ceux qui exercent le pouvoir dans les domaines politique, économique et médiatique. Ils constituent l'élite restreinte qui comprend également les juges et les avocats qui influencent le cours de la jurisprudence constitutionnelle, les responsables qui décident comment les événements seront présentés dans les bulletins de nouvelles, les journalistes et chroniqueurs publiés dans les médias dominants et sur l'internet, les hauts dirigeants des entreprises majeures, des grandes institutions financières, des grandes fondations et des plus importants organismes à but non lucratif. Elle comprend aussi les producteurs, les réalisateurs et les scénaristes qui créent les films et les séries télévisées, les professeurs les plus influents des universités d'élite, et des administrateurs publics de haut niveau ainsi que des politiciens d'une certaine stature. Le nombre de ces individus s'élève certainement à moins de cent mille individus et peut-être même à seulement quelque dix mille.

À cette élite restreinte, le cercle intérieur en quelque sorte, s'ajoute une élite plus largement définie, le cercle extérieur, constituée essentiellement de personnes influentes au sein des villes et des régions (propriétaires des plus grosses entreprises locales, patron des médias locaux, médecins et avocats en vue, etc.). Les deux combinées

représenteraient moins d'un million et demi personnes, soit un peu moins d'un demi-pour cent de la population du pays, dont la majorité se retrouve graduellement reléguée dans la classe inférieure, la classe moyenne se réduisant comme peau de chagrin.

Aux yeux de Charles Murray, la notion d'establishment ne suffit plus pour décrire cette nouvelle élite. Contrairement aux personnes arrivées, à un titre ou autre, au pouvoir dans le passé et qui le plus souvent différaient assez considérablement entre elles, reflétant ainsi une certaine diversité sociale et culturelle, les membres de cette nouvelle élite sont plus uniformes en matière de goût, de préférences, et de culture. Ils forment ainsi une véritable classe sociale qui se développe dans l'isolement du reste de la nation, aussi bien dans le choix du lieu de résidence que des institutions d'enseignement fréquentées, ou encore quant à la situation économique personnelle, la consommation de produits culturels ou la pratique politique. Cet isolement grandissant s'accompagne d'une ignorance croissante des conditions réelles dans lesquelles vit le reste de la population du pays sur lequel leur pouvoir exerce pourtant une telle emprise.

Murray note, en outre, que cette nouvelle élite a développé une véritable mainmise héréditaire sur les professions les plus intéressantes et les postes importants de direction, en ayant plus facilement accès aux universités prestigieuses, les facteurs notamment d'ordre culturel jouant à l'avantage des enfants de cette élite.

À ce propos, William Deresiewicz, un professeur de Yale, juge durement les universités américaines de prestige, dans son livre intitulé *Excellent Sheep* [57]. Il remet spécialement en question leur processus de sélection. Ces universités encouragent de milliers de jeunes de tout milieu à présenter leur candidature, quand en réalité elles sont à la recherche d'étudiants au profil bien défini. Le système d'admission semble respirer la méritocratie. Or, il n'en est rien. Les critères de sélection sont essentiellement calqués sur les caractéristiques des enfants de la classe moyenne supérieure, des enfants formés dès leur jeune âge à performer et à sauter les obstacles. Quant aux enfants des plus riches, Deresiewicz précise qu'ils peuvent être admis sans sauter quoi que ce soit.

Une fois admis, les exigences vont en redoublant et une vie de stakhanovistes attend les étudiants. Ils sont rapidement amenés à accepter, sous la pression d'une concurrence futile et dénuée de tout soupçon d'humanisme, des activités accaparantes, onéreuses en temps et en énergie, comme première condition de leur vie future de leaders.

Le même auteur rappelle, cette fois dans un article publié dans *The American Scholar* [58], que la façon des institutions supérieures de traiter les étudiants les prépare en fait à leur future position sociale. Dans des institutions comme l'université d'État de Cleveland, moins prestigieuses, ils sont entraînés à occuper des positions intermédiaires dans le système de classes, quelque part dans une obscure bureaucratie. Ils sont conditionnés pour des vies qui n'offriront pas trop de secondes chances ou de possibilités d'avancement ou encore d'ouverture sur de nouveaux horizons ; des vies marquées par la subordination et rythmées par la supervision et le contrôle ; des vies balisées par des échéanciers plutôt que par des lignes directrices souples. Dans des institutions comme Yale, c'est l'inverse évidemment.

Plus attentif aux manifestations de la concentration du capital et de la financiarisation de l'économie, Samir Amin préfère parler de ploutocratie, le gouvernement des riches, par les riches, pour les riches. Dans un article [59] paru dans la revue *Marianne*, en septembre 2008, il établit un lien direct entre la centralisation du capital et la dérive ploutocratique qui sape les fondements de la vie en société. « Le capitalisme aujourd'hui est toute autre chose. Une poignée d'oligopoles occupent seuls toutes les hauteurs dominantes de la gestion économique nationale et mondiale. Il ne s'agit pas d'oligopoles strictement financiers, mais de *groupes* au sein desquels les activités de production de l'industrie, de l'agrobusiness, du commerce, des services et évidemment les activités financières (dominantes au sens que le système est dans son ensemble « financiarisé », c'est-à-dire dominé par les logiques financières) sont étroitement associées. Il s'agit d'une « poignée » de groupes : une trentaine de gigantesques, un millier d'autres, guère plus. Dans ce sens, on peut parler de *ploutocratie*, même si ce terme peut inquiéter ceux qui

se souviennent de son usage abusif par les démagogues du fascisme.

Cette ploutocratie de groupes domine la mondialisation en place, qu'elle a d'ailleurs elle-même véritablement façonnée (pour ne pas dire fabriquée) en fonction de ses seuls stricts intérêts. »

Elle commande les marchés financiers mondialisés et « détermine le taux de l'intérêt qui lui permet d'opérer à son profit un prélèvement massif sur la plus value produite par le travail social, comme - largement - les taux de change qui lui conviennent. »

Le reste de l'économie n'a d'autre choix que de suivre et de s'ajuster en permanence aux stratégies déployées par la ploutocratie. « Cette situation est nouvelle, qualitativement différente de celle qui a caractérisé le capitalisme historique dans les phases antérieures de son développement. Le marché invoqué par les économistes conventionnels n'existe plus. Il est une farce véritable.

Finalement, pour Amin, et cela peut servir de conclusion à cette section, le paradoxe majeur est que « des opinions qui se pensent sincèrement démocratiques ne voient pas la contradiction flagrante entre la gestion du monde par la ploutocratie en place et les principes fondamentaux de la démocratie. En fait, le nouveau capitalisme ploutocratique des oligopoles financiarisés est l'ennemi de la démocratie, fut-elle bourgeoise, qu'elle vide de tout contenu. Cette déconstruction de la démocratie bourgeoise, en cours, est poursuivie d'une manière tout à fait systématique par la classe politique dirigeante ». On peut penser ici au rapport de la Commission trilatérale intitulé *The Crisis of Democracy* [60], rédigé, en 1975, par Samuel Huntington (Harvard), Joji Watanuki (Université Sophia, Tokyo) et Michel Crozier (Centre de Sociologie des Organisations, Paris)

Le chemin se fait en marchant [61]

L'enjeu n'est pas une sortie d'une crise qui se perpétue, mais une « sortie civilisée » du système économique qui la génère. L'impasse économique, la régression sociale, le recul démocratique et la dérive ploutocratique ne sont finalement que des manifestations d'une « production marchande généralisée gangrenant jusqu'aux fondements même du monde [62] », au nom du crédo que tout peut se transformer en monnaie. Le capitalisme évolue comme si la société n'avait plus aucune espèce d'importance et que la forme qu'elle a revêtue - celle d'une certaine civilisation du capitalisme industriel, fruit de luttes sociales, qui protégeait un tant soit peu le pilier humain de la substance de la société - n'était finalement qu'un obstacle anodin sur la voie de l'accumulation du capital.

Que dire de l'autre pilier encore moins considéré, celui de la nature ? Le capitalisme évolue aussi comme si la planète n'avait pas de limites. Au chômage endémique, à la précarité, à l'affaiblissement de la protection sociale et au creusement des inégalités s'ajoutent ainsi les ruptures de l'équilibre des écosystèmes, l'épuisement de certaines ressources, l'appauvrissement marqué de la biodiversité et la génération de pollutions de toute sorte, dans un contexte marqué par des changements climatiques.

Cette évolution tient de l'essence même du capitalisme et découle des difficultés qu'il rencontre dans la production des profits, dont la poursuite ignore pourtant toute limite maintenant. Son moteur est le processus de restauration de la valorisation du capital mis en oeuvre pour assurer la survie du système. En fait, le capital « n'existe que comme valeur se valorisant, s'accumulant ainsi sans cesse par la production de plus value. De l'argent thésaurisé, des machines arrêtées, des marchandises invendues, bref, des valeurs immobiles ne sont pas du capital [63] ». Tout au plus sont-elles des valeurs en attente de se convertir en capital. Le problème auquel se heurte le système ne résulte pas d'un krach boursier ou d'une impasse financière dans un pays ou l'autre. Les causes du problème ne sont pas conjoncturelles.

Un mode de production qui se libère désormais de la force humaine et du travail salarié (travail vivant) met fin aussi à la production de valeur, en piégeant complètement le système dans l'impasse constituée par trop de moyens de production et de marchandises et pas assez de masse salariale pour les absorber, ou encore par trop de capital produit et pas assez de plus-value produite. Ce sont deux manifestations d'une même contradiction qui réside dans le fait que le capital tend à diminuer la quantité de travail salarié qu'il emploie en même temps qu'il tend à augmenter la puissance des machines et la quantité de marchandises produites.

Source de tensions et de crises récurrentes, cette contradiction vient d'atteindre son point culminant avec les progrès de la robotique. Elle rend de la sorte caduque la nécessité de ce que Zygmunt Bauman décrivait comme le « mariage toujours en difficulté, mais sans divorce possible » entre le capital et le travail salarié. Faut-il rappeler que ce « mariage » était justement le fondement de la civilisation du capitalisme industriel ?

Esclaves parfaits, les robots produisent mais ne consomment pas, et réduisent d'autant la possibilité de régénérer le capital, avec l'absence de salaires qui nourrissent la demande. Et ce ne sont certainement pas les interventions d'un État décidé à réguler les marchés, à dompter le « mauvais » capital financier et à conforter le « bon » capital productif qui permettront de résoudre la contradiction fondamentale suraccumulation/sous-consommation.

Des injections massives d'argent dans l'économie vont doper, stimuler, accélérer un temps la valorisation et l'accumulation du capital, mais ne créeront rien. Ces injections auront peu d'effet sur l'économie réelle. La première considération qui guide tout projet d'investissement dans la production de biens est de savoir s'il y aura suffisamment d'acheteurs et s'ils pourront payer le prix qui permettra au projet de réussir. La considération du coût de l'argent est secondaire dans ce cas. En revanche, elle est primordiale dans toute décision en matière de spéculation financière, en particulier quand il s'agit de faire jouer des effets de levier reposant sur l'emprunt. De telles injections ne contribuent ainsi qu'à sustenter la spéculation boursière et à faire croître la masse de produits dérivés adossés sur aucune valeur matérielle. L'explosion des prix sur les marchés mondiaux boursiers témoigne éloquentement du boom artificiel créé par les mesures d'assouplissement monétaire. Cette masse de produits dérivés, déjà évaluée à plus de dix fois le PIB mondial [64], risque fort de s'évaporer partiellement ou totalement au prochain krach financier, ne laissant en place qu'une économie réelle anémiée par la faiblesse de la demande. Nous sommes loin de l'époque où, par le biais des banques, des fonds communs de placement et des firmes d'investissements, l'épargne des citoyens pouvait encore se transformer en progrès technologique, croissance économique et création de nouveaux emplois.

Le système ne peut pas non plus se reproduire de façon durable en augmentant sans cesse une masse monstrueuse d'endettement pour contrer la sous-consommation. La crise de 2008, qui tenait de l'écroulement d'un château de cartes, a fourni une bonne indication à ce sujet. Quelles que soient les stratégies adoptées, cette contradiction fondamentale, qui pousse à l'abaissement du taux de profit, restera à l'oeuvre et s'aggravera.

Cette forme de capitalisme à€" qui en fait est sa forme la plus aboutie par son niveau de concentration du capital, son degré d'indépendance des régulations et l'ampleur de son désengagement à l'endroit des impératifs sociétaux à€" est-elle susceptible d'être réformée ? La réponse est non. Les changements dans le mode production, la déstabilisation dans les relations de production et le passage du capitalisme industriel à la forme actuelle ferment toute possibilité de retour en arrière, autrement dit à un mode de production bâti sur le travail salarié massif, fondement de l'État-providence ; les tentatives des mouvements sociaux et politiques d'aller dans ce sens équivalent à poursuivre un mirage dangereux.

En septembre 2007, dans son article intitulé *La sortie du capitalisme a déjà commencé* [65], qui est en fait son testament, le philosophe André Gorz soulignait que, du point de vue de la théorie marxiste de la valeur, « la question de la sortie du capitalisme n'a jamais été plus actuelle. Elle se pose en des termes et avec une urgence d'une radicale nouveauté. Par son développement même, le capitalisme a atteint une limite tant interne qu'externe qu'il est

incapable de dépasser et qui en fait un système qui survit par des subterfuges à la crise de ses catégories fondamentales : le travail, la valeur, le capital », et il ajoute que « la crise du système se manifeste au niveau macro-économique aussi bien qu'au niveau micro-économique. Elle s'explique principalement par un bouleversement technoscientifique qui introduit une rupture dans le développement du capitalisme et ruine, par ses répercussions la base de son pouvoir et sa capacité de se reproduire. »

Les sociétés capitalistes avancées ont développé le potentiel social des individus. Elles se révèlent toutefois incapables de se réformer pour pouvoir les accueillir. Sous les coups de boutoir du néolibéralisme, nous assistons à ce que Marx avait décrit comme la caractéristique principale de la période finale du capitalisme industriel, soit la paupérisation massive dans une société socialement développée et dans laquelle les individus possèdent un très haut niveau d'éducation et de culture [66]. Il est d'ailleurs intéressant de voir comment, au milieu du XIXe siècle, Marx décrivait déjà les effets contradictoires résultant de l'automatisation de la production. On retrouvera en annexe le passage de Grundrisse où Marx s'arrête sur ces effets contradictoires (économie de main-d'oeuvre pour le capital, possibilités de libération de temps pour les travailleurs, transformation de la connaissance en force productive).

Cette incapacité réinscrit à l'ordre du jour la rupture avec le système actuel et cette rupture ne pourra pas se résumer à des changements au sein de gouvernements ou de certaines politiques. Elle commande un changement de civilisation. Le sociologue espagnol Andrés Piqueras [67] l'exprime bien quand il dit que « les solutions sont certainement en dehors du système. Cela doit être clair. Nous ne faisons pas face à une autre crise cyclique, mais à une crise structurelle et civilisatrice, celle de la civilisation qui a émergé à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, et dans laquelle nous sommes encore immergés aujourd'hui. Cette crise économique, sociale, culturelle et écologique n'est peut-être pas la fin du capitalisme, mais il est clair que le système capitaliste résultant de cette crise sera différent de ce que nous connaissons jusqu'à présent. Et il ya une autre question fondamentale : plus longue sera la phase de déclin du capitalisme » dans laquelle nous sommes déjà » plus nous subirons de souffrances et des conséquences négatives. »

Dans une entrevue accordée quelques années auparavant, en 2008, Andrés Piqueras faisait d'ailleurs remarquer que dans sa *colonisation du monde* en cours, le capitalisme avait de plus en plus besoin d'un bras armé, comme aux heures les plus sombres du colonialisme du passé. À cette fin, il tire parti du déploiement militaire des États-Unis dans le monde. Il ne lui reste plus qu'à renforcer les institutions internationales (Banque mondiale, FMI, ONU, G8, UE, OMC, etc.) de façon à s'assurer qu'elles garantissent conjointement avec les États les conditions générales de la reproduction du capital [68]

Cette phase de déclin du capitalisme annonce une longue et difficile période de transition et rien ne garantit une issue heureuse. Le sociologue américain Immanuel Wallerstein la décrit en ces termes : « Une telle période de transition a deux caractéristiques qui dominent l'idée même d'une stratégie antisystème. La première est que ceux au pouvoir ne tenteront plus de préserver le système existant (comme il est voué à l'autodestruction) ; ils vont plutôt essayer de faire en sorte que la transition conduise à la construction d'un nouveau système qui reproduira les pires aspects de l'actuel - sa hiérarchie, ses privilèges et ses inégalités. Ils ne recourent pas encore à un langage qui reflète la disparition des structures existantes, mais ils mettent déjà en oeuvre une stratégie fondée sur une telle hypothèse. Bien sûr, leur camp n'est pas uni, comme cela est démontré par le conflit entre les soi-disant *traditionalistes* de centre droit et les faucons militaristes d'extrême droite. Ils travaillent dur toutefois pour construire le soutien à des changements qui ne seront pas des changements, mais un nouveau système aussi mauvais que » ou pire que » l'existant. La deuxième caractéristique fondamentale est qu'une période de transition systémique en est une d'incertitude profonde, dans laquelle il est impossible de savoir ce que seront les résultats. L'Histoire ne se range du côté de personne. Chacun de nous peut influencer sur l'avenir, mais nous ne savons pas et nous ne pouvons pas savoir comment les autres agiront en vue de l'affecter aussi [69]. »

Laisser le champ libre aux oligarchies dans cette période de transition, c'est ouvrir la voie à des solutions qui consacreront l'apartheid distributif et le darwinisme social, soit sous la forme d'un fascisme moderne ou encore d'un

régime de servitude fondé sur une redistribution minimale des richesses, selon la formule d'un revenu universel. Pour emprunter à une célèbre émission de la BBC, un *Upstairs, Downstairs* (Maîtres et Valets) à l'échelle mondiale.

Défendre les intérêts de la majorité, c'est accepter d'agir dans le cadre d'un mouvement multiforme de résistance au capitalisme. Cette résistance passerait par l'opposition à la marchandisation de la nature, du travail et de l'argent, les trois marchandises fictives [70] décrites par Polanyi, et par la primauté mise sur la valeur d'usage (utilité sociale) plutôt que sur la valeur d'échange qui est la règle dans le capitalisme.

C'est également reconnaître l'inexistence d'un chemin tracé d'avance, l'inévitabilité d'une longue période de création et d'innovation sociale et l'importance cruciale de rassembler tous les vecteurs possibles de changement, déjà bien ancrés dans leurs milieux respectifs et forgés dans la lutte aux politiques néolibérales de ces trente dernières années. Le but recherché serait d'enraciner une dynamique radicalement progressiste dans la société, en vue de construire peu à peu une base sociale pour une société nouvelle et différente, issue de la réduction progressive de l'emprise de l'économie et, par là même, de la logique marchande sur les activités humaines.

C'est accepter de ce fait de s'engager dans un arbitrage continu entre ce qui pourra relever d'un accompagnement du capitalisme dans l'illusion d'un capitalisme domestiqué, par exemple un keynésianisme vert, et ce qui relèvera d'une résistance en acte au capitalisme et d'une transition vers une société postcapitaliste. On peut penser ici, entre autres, aux initiatives en opposition directe au marché, comme dans le cas de l'économie solidaire, ou encore en opposition à l'exploitation abusive de la nature, comme dans le combat pour un développement durable.

C'est construire cette dynamique sur l'existant en organisant la convergence entre mouvements ouvrier, écologiste, féministe, autochtone, pacifiste, d'agriculteurs, de solidarité internationale et autres, en s'investissant dans les luttes défensives, en misant sur la capacité d'auto-organisation de la société civile et en oeuvrant impérativement à des choix négociés d'objectifs intermédiaires. Ces derniers serviraient de repères aux parties prenantes de cette dynamique, dans ce qui ne pourra être qu'un long parcours ardu. Il s'agira d'une construction pas à pas, car le socialisme n'est ni l'enfant naturel du capitalisme, ni le fruit spontané de ses contradictions et ni surtout le prolongement sous une forme plus rationnelle et plus juste du processus d'accumulation capitaliste.

Ce parcours sera d'autant plus ardu que l'atteinte par le système de sa limite intérieure et extérieure, comme avançait Gorz, se manifeste dans l'intolérance envers toute déviation des politiques néolibérales. La rigidité des politiques de l'Union européenne manifestée dans les crises en Grèce, Espagne, Portugal et Italie l'illustre éloquemment. L'impérialisme néolibéral, sous la désignation euphémistique de mondialisation, tente aussi de contrer par tous les moyens, y compris la menace ou l'emploi de la force militaire, n'importe quelle sorte de « concurrence socio-économique », comme on le voit dans les politiques euro-américaines d'endiguement de la Russie ou de la Chine. Pour paraphraser l'économiste italo-américain David Calleo, cet impérialisme a atteint le stade de *l'hégémonie exploiteuse*, celle qui a caractérisé les étapes finales des empires des Pays-Bas et la Grande-Bretagne, et donc indicatrice du déclin d'un système qui continuera néanmoins d'exister, qui pourra encore réagir avec violence et qui pourra ainsi causer beaucoup de dégâts, mais qui à terme se révélera incapable de se transformer.

Il risque ainsi de s'ouvrir une période de tous les dangers, dont celui d'une montée du fascisme. L'aspiration à la protection sociale est toujours vive dans une société et l'impuissance actuelle de l'État de jouer son rôle de rendre *socialement supportable* les changements économiques en cours ouvre largement la porte à toute sorte d'exploitation démagogique. L'aspiration légitime à la protection sociale peut être mobilisée par n'importe quel courant politique ou aspirant au pouvoir. Combinée à des considérations ethniques ou culturelles, elle peut devenir une arme redoutable. Polanyi nous a rappelé à ce sujet comment la peur peut mener les gens à confier le pouvoir aux chantres des solutions faciles, et ce, quel que soit le prix ultime à payer [71].

Le vraiment nouveau est ce qui a été présenté, ces dernières décennies, comme surpassé et obsolète dans

l'analyse de la composition des classes dans les sociétés capitalistes avancées. Rappelons que de nombreux intellectuels respectés aux États-Unis et en Europe, s'inscrivant dans la pratique sociale-démocrate de secondariser l'existence des classes dans la société et d'occulter ainsi la notion de lutte de classes, ont écrit des volumes sur la fin des idéologies et de la division des classes

(Daniel Bell en 1953 par exemple), et même sur la « fin de l'Histoire » (Francis Fukuyama en 1989). Le néolibéralisme a remis brutalement les choses en ordre et dévoilé le caractère illusoire des thèses sur l'effacement graduel des frontières entre les classes ou encore d'une marche vers une société sans classes, associant les avantages du capitalisme et du socialisme. La réalité quotidienne nous fait voir que non seulement les classes existent, mais que nous sommes sur la voie d'un choc entre deux catégories sociales, celle du un pour cent qui possède la richesse et qui selon Warren Buffett est en train de gagner cette lutte et le quatre-vingt-dix-neuf pour cent qui est victime de la régression sociale imposée par l'évolution du système.

Les acteurs du changement social viendront de ces quatre-vingt-dix-neuf pour cent.

Les points d'appui ne manquent pas dans la société civile pour amorcer cette dynamique radicalement progressiste. Des initiatives de toute sorte existent et ont souvent une portée stratégique, dans la mesure où elles peuvent constituer les germes d'une configuration sociale et politique différente.

Parmi ces dernières, on trouve par exemple des groupes, des associations et même les partis politiques qui luttent contre la propriété intellectuelle et le système de contrôle social et de surveillance, sans cependant remettre en question toujours le système capitaliste tout entier. On assiste également à des processus de rapprochement, voire d'unification, entre des forces de gauche se réclamant du marxisme et des organisations environnementales qui posent abandon du productivisme économique distinctif de la gauche traditionnelle, et l'adoption de la « décroissance économique » et de l'« écologie politique » [\[72\]](#).

De telles démarches sont importantes pour le développement de l'unité de la gauche dans les pays du capitalisme avancé, et correspondent à ce que Gorz a soulevé, en 1998, quand il a affirmé que le processus de la révolution sociale dans la phase actuelle du capitalisme avancé devrait être conçu « par une nouvelle gauche qui ne peut être qu'une nouvelle extrême gauche, mais pluriel, non dogmatique, transnationale, écologique et porteuse d'un projet de civilisation. »

Tout cela se produit dans le contexte de la naissance, dans l'étape actuelle de l'évolution du système, de rapports de production et d'échange ni mercantiles ni capitalistes. La société porte en elle des initiatives économiques non capitalistes viables qui peuvent contribuer à une transformation sociale radicale. Les initiatives de l'économie sociale et solidaire dans les domaines des services et de la production à petite échelle en sont de belles illustrations. Ces initiatives sont importantes à plus d'un titre. Elles témoignent d'abord concrètement des possibilités de la propriété sociale dans une société postcapitaliste. Elles jouent ensuite un rôle irremplaçable dans l'incubation de différentes formes d'association et d'interaction entre les entreprises sociales et les communautés concernées. Et enfin, elles contribuent puissamment au développement de leaders sociaux au sein de ces mêmes communautés.

D'autres initiatives sont reliées aux nouvelles technologies dans le cadre de l'économie du savoir. Les nouvelles technologies et la connaissance sont indissociablement reliées, mais cette dernière fait aussi intrinsèquement partie du patrimoine commun. Son appropriation par les entreprises et les monopoles a suscité des protestations à travers le monde qui se sont manifestées dans la création de rapports de production inédits. Ces rapports se fondent sur la participation libre et ouverte de pairs ainsi que sur l'évaluation collective pour produire des valeurs d'usage, plus précisément des codes sources ouverts et des logiciels libres. La distinction entre producteurs et consommateurs ou utilisateurs de contenu s'efface dans ce processus hybride de production collective et continue de contenus par les utilisateurs et qu'on désigne maintenant par le néologisme **produsage** (production et usage). Il s'agit là d'un changement marquant, car « sortir du capitalisme signifie également penser au-delà de la séparation et de la fixation des rôles sociaux des individus en producteurs et en consommateurs. Ce clivage, qui remonte à la formation d'une classe ouvrière contrainte de recourir au marché pour produire (travailler) et subsister (consommer), a marqué

profondément, au XXe siècle, la formation de la classe plus large de travailleurs - des salariés contraints à la surconsommation. [73] »

Dans d'autres expériences, l'appropriation des nouvelles technologies permet de faire revivre des relations viables et variées d'organisation communautaire dans les ateliers de production, telle que promue par le Center for New Work [74]. Pour le théoricien Michel Bauwens, promoteur de la production entre pairs (P2P), tout cela est un "nouveau protomode de production", fondé sur des formes de collaboration et de distribution de l'organisation qui vont remplacer le capitalisme [75]. Bauwens s'appuie sur la préface de Marx à la *Contribution à la critique de l'économie politique* pour signaler que, comme avec les modes « protocapitalistes » dans la société féodale, aujourd'hui, de nouvelles formes coexistent avec le mode dominant, et peuvent même au début le renforcer temporairement, jusqu'à ce qu'elles finissent par le détruire.

En réalité, on assiste la naissance de nouveaux rapports de production et d'échange, où le travail et le produit n'ont plus l'empreinte de la propriété privée des moyens de production, mais cela demeure limité. Les progrès observés indiquent qu'ils demeurent périphériques à la production à grande échelle, et nous savons que c'est la grande production agricole et industrielle, ainsi que celle des autres secteurs importants de l'économie, qui déterminent les caractéristiques du système.

La stratégie de la transformation sociale doit donc marcher sur les deux jambes de l'action politique publique et de l'auto-organisation citoyenne. Sans tomber dans l'étatisme, et en toute conscience de la nécessité de changer les règles du jeu politique pour contrer la tendance à l'émancipation des représentants élus vis-à-vis de leurs mandants, la planification économique par les États devrait demeurer le grand objectif, sur le plan **national, régional et international**.

Aux détracteurs de la planification, il faut rappeler que la voie du libre-échange a été ouverte, et maintenue ouverte, par un accroissement énorme d'un interventionnisme continu, organisé et commandé à partir du centre. L'économie du laisser-faire est le produit d'une action délibérée de l'État. Le laisser-faire est lui-même le fruit d'une planification soigneuse. La question à se poser n'est pas celle de la pertinence de la planification, mais celle de à qui profite la planification et comment ? Comme souligné déjà par Polanyi [76], la planification ne devrait pas être au service d'une utopie universaliste capitaliste dont la fin est d'imposer un modèle économique unique à toutes les sociétés, un « best way » largement favorable aux oligarchies. Elle devrait plutôt répondre aux besoins et aux impératifs nécessairement variés des différentes sociétés qui composent notre monde. Ce faisant, elle faciliterait à terme la résolution, dans le respect de la diversité des réalités, des problèmes économiques, sociaux et écologiques qui se posent à chacune des sociétés. L'intention serait d'en arriver, par le biais du commerce, des relations de production et autres, à une division internationale du travail solidaire et dégagée de l'empreinte capitaliste.

Par ailleurs, la possibilité d'un délitement rapide de l'État, dans le cadre notamment d'une crise financière majeure qui deviendrait rapidement économique et politique, impose l'enjeu de l'existence de forces progressistes suffisamment organisées sur le plan politique et en situation d'intervenir de façon cohérente et efficace, ne serait-ce que pour prévenir le basculement du système en une satrapie ploutocratique.

Alberto Rabilotta et Michel Agnaïeff. Montréal, le 9 décembre 2014

* **Alberto Rabilotta** est un journaliste canadien, ancien correspondant au Canada des agences Prensa latina (PL) et Notimex (NTX).

* **Michel Agnaïeff** est un ancien dirigeant syndical québécois et un ex-président de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Annexe : Extrait de Grundrisse [77]

« Le surtravail de la masse a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des puissances universelles du cerveau humain. Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange, et le processus de production matériel immédiat perd lui-même la forme de la pénurie et de la contradiction. C'est le libre développement des individualités, où l'on ne réduit donc pas le temps de travail nécessaire pour poser du surtravail, mais où l'on réduit le travail nécessaire de la société jusqu'à un minimum, à quoi correspond la formation artistique, scientifique, etc., des individus grâce au temps libéré et aux moyens créés pour eux tous. Le capital est lui-même la contradiction en tant que processus, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. C'est pourquoi il diminue le temps de travail sous la forme du travail nécessaire pour l'augmenter sous la forme du travail superflu ; et pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition - question de vie ou de mort - pour le travail nécessaire. D'un côté donc, il donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature comme à celles de la combinaison sociale et du commerce social pour rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui y est employé. De l'autre côté, il veut mesurer au temps de travail ces gigantesques forces sociales ainsi créées, et les emprisonner dans les limites qui sont requises pour conserver comme valeur la valeur déjà créée. Les forces productives et les relations sociales - les unes et les autres étant deux côtés différents du développement de l'individu social - n'apparaissent au capital que comme les moyens, et ne sont pour lui que des moyens de produire à partir de la base fondamentale bornée qui est la sienne. Mais en fait elles sont les conditions matérielles pour faire sauter cette base ».

[El Correo](#). Paris, 6 avril 2015.

[1] **Lester Thurow**, « *The Future of Capitalism* », New York, Penguin Books, 1966/Lawrence Nichols, « *A Review of Lester Thurow's Future of*

Capitalism », Center for Business Ethics at Bentley College, 1999

[2] Nouriel Roubini, « [L'inégalité, source d'instabilité !](#) », Project Syndicate, octobre 2011

[3] Gosta Espig-Andersen, Les trois mondes de l'État-providence, coll. Le lien social, PUF, 1999/Monique Abellard, Alternatives Économiques Poche, numéro 021, novembre 2005

[4] Nouriel Roubini, « [L'inégalité, source d'instabilité !](#) », Project Syndicate, octobre 2011

[5] Karl Polanyi, La Grande Transformation, 1944, édition française, Paris, Gallimard, 1983

[6] Monique Abellard, Alternatives Économiques Poche, numéro 021, novembre 2005

[7] Keith Hart, « Karl Polanyi : prophète de la fin de l'économie libérale », Revue Interventions économiques [En ligne], 38 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 19 juin 2014. URL : <http://interventionseconomiques.revues.org/304>

[8] Sam Gindin, « Unmaking Global Capitalism », Jacobin, June 2014

[9] Michael Perelman, The Matrix : An Exploration of the Surprising Interactions Between War, the Economy, and Economic Theory, inédit, extraits publiés par Yves Smith dans « Michael Perelman : The Rise of Free-Trade Imperialism and Military Keynesianism », Naked Capitalism, 19 mai 2014.

[10] Discours du président Lyndon Johnson, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=26449> URL

[11] « John Maynard Keynes, « Economic Possibilities for our Grandchildren », in Essays in Persuasion, New York : W. W. Norton & Co., 1963, pp. 358-373.

[12] Philip Pilkington, « Does Capitalism Have a Future ?' - Why the Financial Times Asks All the Wrong Questions to Avoid the Real Issues », Naked Capitalism, January 2012

[13] Kari Polanyi Levitt, « The Power of Ideas », URL : <http://www.karipolanyilevitt.com/wp-content/uploads/2014/01/Kari-Polanyi-Levitt-intro-IJPE-FINAL.pdf>

[14] Karl Polanyi, "Universal Capitalism or Regional Planning ?", The London Quarterly of World Affairs, vol. 10, no. 3, 1945, pp. 86-91.

[15] Michael Perelman, The Matrix : An Exploration of the Surprising Interactions Between War, the Economy, and Economic Theory., inédit, extraits publiés par Yves Smith dans - « Michael Perelman : The Rise of Free-Trade Imperialism and Military Keynesianism », Naked Capitalism, 19 mai 2014.

[16] http://reclaimdemocracy.org/powell_memo_lewis/

[17] W.K.Carroll, The Making of a Transnational Capitalist Class, London, Zed Books, 2010

[18] Samir Amin, « Capitalisme transnational ou Impérialisme collectif ? », Pambazuka News, 22 janvier 2011

[19] Ayca Bugra, Osman Savaskan, « New Capitalism in Turkey-The Relationship between Politics, Religion and Business », Edward Elgar Publishing Limited, Cheltenham, UK, 2014

[20] ibidem

- [21] Wolfgang Streeck, « La crise de 2008 a commence il y a quarante ans », Le Monde diplomatique, Paris, janvier 2012
- [22] ibidem
- [23] ibidem
- [24] Ismaël Hossein-Zadeh, « New Phase, Not Just Another Recession », CounterPunch, 16 février 2010
- [25] Michel Husson, « Crise de la finance ou crise du capitalisme ? », <http://hussonet.free.fr/denkntzf.pdf>
- [26] Michel Husson, art. « Finance, hyper-concurrence et reproduction du capital », <http://hussonet.free.fr/finamarx.pdf>
- [27] Michel Husson, art. « Crise de la finance ou crise du capitalisme ? », <http://hussonet.free.fr/denkntzf.pdf>
- [28] Satyajit Das, « Extreme Money », édition française, Paris, Le jardin des Livres, 2013
- [29] ibidem
- [30] ibidem
- [31] ibidem
- [32] Philippe Langlois, Les crises structurelles du système capitaliste comme l'écroulement d'un régime d'accumulation : une approche régulationniste , Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, septembre 2010
- [33] Julia Posca, « Qu'est-ce que la financiarisation de l'économie ? », Lexique économique, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), <http://iris-recherche.qc.ca/blogue/quest-ce-que-la-financiarisation-de-leconomie>
- [34] Michel Hudson, entrevue, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 6 décembre 2011, reprise et traduite par Contre-info.com, 30 décembre 2011
- [35] Dependand du nombre des variables considérées, le taux de chômage peut passer ainsi, dans le cas par exemple des États-Unis, en octobre 2014, de 5.4% (taux officiel largement utilisé par les médias), à 11.5% (en considérant aussi les travailleurs dit découragés à court terme et le travail à temps partiel par défaut) et à 23.0% (en considérant aussi les sorties forcées de la vie active, une catégorie qui n'est plus pris en compte depuis 1994). Source : <http://www.shadowstats.com/>
- [36] Martin Ford, The Lights in the Tunnel, Acculant Publishing, 2009
- [37] Jean Paul Baquiast, « Comment une automatisation inexorable tuera l'emploi. Que devraient faire les États ? », 2 juin 2011, http://www.europesolidaire.eu/article.php?article_id=664
- [38] Nouriel Roubini, « Where will all workers go ? », Project Syndicate, 31 décembre 2014
- [39] System Failure, « Already happens : Capitalism destroys human labor and goes to the next phase », <http://failedevolution.blogspot.gr/2014/05/already-happens-capitalism-destroys.html> et <http://www.lifo.gr/team/apopseis/45702>,
- [40] Michael Spence, « Labor's Digital Displacement », Project Syndicate, 22 mai 2014,
- [41] Ibidem
- [42] Ibidem

[43] Robert Skidelsky, « Return to capitalism 'red in tooth and claw' spells economic madness », The Guardian, Londres, 21 juin 2012

[44] ibidem

[45] Tom Streithorts, « The Central Paradox of the 21st Century », 25 juin 2014, www.pieria.co.uk,

[46] Zygmunt Bauman, Liquid Modernity , Polity Press with Blackwell Publishing Ltd, Cambridge UK, 2000

[47] Adolfo Vasquez Rocca, « Modernidad líquida y fragilidad humana ; de Zygmunt Bauman a Sloterdijk », <http://www.observacionesfilosoficas.net/n6rof2008.html>

[48] Edgardo Mocca, « Los medios en discusion », <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-239496-2014-02-09.html>

[49] G.Lipovetsky (et Sébastien Charles), Les temps Hypermodernes, Paris, Grasset, 2004

[50] G.Lipovetsky, L'ère du vide. Essai sur l'individualisme contemporain , Paris, Gallimard, 1993

[51] G.Lipovetsky, L'empire de l'éphémère, La mode et son destin dans les sociétés modernes, Paris, 1987

[52] David Rothkopf, Superclass-The Global Power Elite and the World they are making,Toronto, Penguin Canada, 2008

[53] ibidem

[54] ibidem

[55] Michael Hartman, art. « Le mythe de la classe globale », Le Monde diplomatique, août 2012

[56] Charles Murray, Coming Apart, The State of White America 1960-2010 , New York, Crown Forum, 2012

[57] William Deresiewicz, Excellent Sheep, the Miseducation of the American Elite, Free Press, august 2014

[58] William Deresiewicz, « The Disadvantages of an Elite Education », The American Scholar, Summer 2008

[59] Samir Amin, « La nouvelle ploutocratie née de la mondialisation », Marianne, septembre 2008

[60] Trilateral Commission, The Crisis of Democracy , New York, University Press, 1975

[61] Antonio Machado, poète espagnol (1875-1939)

[62] Richard Sobel, art.. « Penser comme ou penser avec Karl Polanyi », Cahier lillois d'économie et de Sociologie, L'Harmattan, Paris, 2007

[63] Tom Thomas, « La crise. Laquelle ? Et après ? », Les livres de Tom Thomas, <http://www.demystification.fr/les-livres-de-tom-thomas-2/la-crise-laquelle-et-apres/>

[64] Marie Charrel, art. « Les produits dérivés dépassent leur niveau d'avant-crise », Le Monde, 17 décembre 2013

[65] « [La sortie du capitalisme a déjà commencé](#) », [André Gorz](#). Teste de 2007. El Correo. Paris, 20 novembre 2012.

[66] Karl Marx, Manuscrits de 1857-1858, dits "Grundrisse", collection Les essentielles, Les Éditions sociales, Paris, mai 2011

[67] Andr  s Piqueras, entrevue par Enric Llopis, Rebellion, novembre 2012

[68] Andr  s Piqueras, entrevue,

<http://www.observatoriodelacrisis.org/2008/12/entrevista-al-sociologo-andres-piqueras-la-crisis-acentuara-la-proletarizacion-a-escala-mundial/>

[69] Immanuel Wallerstein,. « New Revolts against the System », New Left Review, November-December 2002

[70] Marchandises fictives : celles qui ne peuvent pas être considérées comme marchandises dans la mesure où une marchandise se définit comme quelque chose qui en premier lieu est produit pour être vendu.

[71] Polanyi, Karl, The Great Transformation : the political and economic origins of our time, Boston, Beacon Press, 1957

[72] Jean-Luc Melanchon, entrevue, <http://www.reporterre.net/spip.php?article2779>

[73] Eric Pineault, « Sortir du capitalisme passe nécessairement par la réduction de l'emprise de l'  conomie et de sa logique marchande sur l'ensemble de la vie sociale. », Relations no741, juin 2011

[74] Center for New Work, <http://newworknewculture.com/content/center-new-work-metro-detroit-summary-new-economy-initiative>

[75] Michel Bauwens, « Peer-to-peer production and the coming of the commons », <http://www.redpepper.org.uk/the-coming-of-the-commons/> ; <http://www.socialismoxxi.org/Michel%20Bauwens%20ingles.htm>

[76] Polanyi, Karl, The Great Transformation : the political and economic origins of our time, Boston, Beacon Press, 1957

[77] Karl Marx, Manuscrits de 1857-1858 (« **Grundrisse** »), Les   ditions sociales, Paris, 2011, p. 660-662